



HAL
open science

Contre vent et marées : perspectives 2001-2002 de l'économie française

Valérie Chauvin, Gaël Dupont, Eric Heyer, Xavier Timbeau, Françoise Charpin, Hervé Péléraux

► **To cite this version:**

Valérie Chauvin, Gaël Dupont, Eric Heyer, Xavier Timbeau, Françoise Charpin, et al.. Contre vent et marées : perspectives 2001-2002 de l'économie française. Revue de l'OFCE, 2001, 77, pp.99-140. 10.3917/reof.077.0099 . hal-01073256

HAL Id: hal-01073256

<https://sciencespo.hal.science/hal-01073256>

Submitted on 9 Oct 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CONTRE VENTS ET MARÉES

Perspectives 2001-2002 pour l'économie française *

La prévision de croissance de l'OFCE est de 3,0 % pour l'année 2001 et de 3,3 % pour l'année 2002. La dynamique de croissance enclenchée en France et en Europe depuis 1997 se poursuit malgré un contexte international dégradé. La révision de croissance est importante, de 0,7 point pour l'année 2001. Le ralentissement américain et ses conséquences sur l'économie mondiale sont à l'origine de cette moindre croissance. Néanmoins, la dynamique interne n'est pas remise en cause. L'investissement reste le moteur de la croissance et les créations d'emplois dynamiques alimentent le revenu des ménages et leur consommation. La politique fiscale et budgétaire est neutre et les baisses d'impôts engagées compensent le dynamisme des recettes fiscales.

La croissance en France serait pour l'année 2001 de 3,0 % et pour l'année 2002 de 3,3 %. La phase de croissance forte se poursuivrait et entamerait sa 5^e année, alors qu'elle n'avait duré que 3 ans lors de l'expansion précédente. Une certaine inquiétude se fait jour quant à la perspective de la prolongation d'autant que cette séquence fait suite à la phase longue de croissance « molle » de 1991 à 1996, marquée par la réunification allemande et la convergence vers les critères de Maastricht.

Le retour de la croissance, depuis 1997, se confirme donc à un rythme très régulier de 3,2 % l'an : en 1998, la croissance annuelle du PIB a été de 3,3 %, en 1999 de 3,2 % et en 2000 de 3,2 %. La décrue du chômage, amorcée à la mi-1997, a abouti à une réduction du taux de chômage de plus de 3,5 points.

La régularité de la croissance annuelle cache pourtant un profil trimestriel plus heurté. La croissance française n'est pas un long fleuve tranquille ; des événements extérieurs ou intérieurs en viennent perturber la mécanique.

* Cette prévision a été réalisée à l'aide du modèle trimestriel de l'économie française, e-mod.fr, par une équipe composée de Valérie Chauvin, Gaël Dupont, Eric Heyer et Xavier Timbeau. L'indicateur avancé est réalisé par Françoise Charpin et Hervé Péléraux. La prévision tient compte des informations disponibles à la fin mars 2001 et intègre les comptes nationaux trimestriels de février 2001, à savoir le compte emplois-ressources jusqu'au quatrième trimestre 2000 et les comptes d'agents jusqu'au troisième trimestre 2000. La prévision et le modèle reposent sur les données et les concepts de la comptabilité nationale base 95 dans le cadre du SEC95. Le modèle est estimé sur la période 1978-2000.

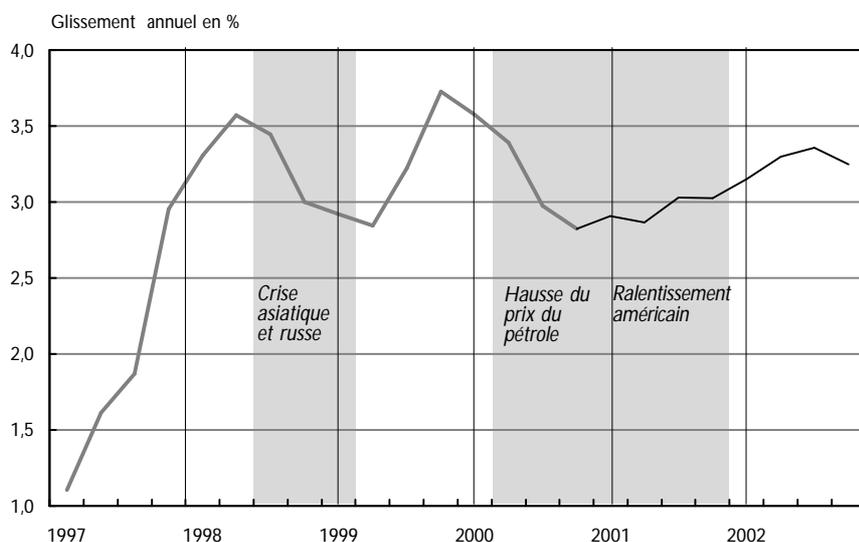
Croissance dans un monde chahuté...

En 1998 et 1999, la crise asiatique suivie de la crise russe ont eu un impact notable sur la croissance française. Alors qu'en glissement annuel, la croissance du PIB français atteignait un pic au début de l'année 1998 de 3,6 %, le glissement est retombé au début de l'année 1999 en dessous de 3 %. Le « trou d'air » aura duré environ trois trimestres et aura coûté à la France à peu près 0,5 point de croissance annuelle (graphique 1).

L'année 2000 aura été marquée, quant à elle, par la hausse du prix des produits pétroliers. Ce choc est d'ampleur moindre. Le prélèvement opéré par les producteurs de pétrole est le quart de celui qu'ils avaient obtenu en 1973. Il a engendré des réactions différentes. Les salariés n'ont pas réussi à compenser la perte de pouvoir d'achat par des augmentations de salaire. L'inflation n'a ainsi augmenté que par l'effet direct du prix des produits pétroliers, qui interviennent dans l'indice des prix et n'a pas été alimentée par un conflit de répartition de la charge du prélèvement pétrolier. En terme de croissance annuelle, le coût du choc pétrolier aura été d'un peu plus de 0,5 point.

Ces accidents ont pesé sur la croissance française, mais n'ont jamais compromis la dynamique de croissance à l'œuvre. A la sortie des années de croissance « molle », l'économie française accuse des retards importants. L'investissement a été faible depuis le début des années 1990.

1. Croissance du PIB en France



Source : INSEE-comptes trimestriels, cvs-cjo de 1997 à 2000, OFCE, e-mod.fr de 2001 à 2002.

Le taux d'investissement était à un niveau très bas et le taux de chômage très élevé, symptôme d'une sous-utilisation des ressources en main-d'œuvre, aggravée par un sous-emploi des qualifications de ceux qui avaient un emploi. Cependant, la situation financière des entreprises s'est améliorée : de 1991 à 1997, en moyenne, la capacité de financement des sociétés non financières a été positive alors qu'elle est de l'ordre de - 1,0 % de PIB en moyenne de 1978 à 2000.

Ces éléments se sont combinés en une reprise vigoureuse fondée sur le rattrapage du retard d'investissement du début des années 1990. Depuis 1997, le taux d'investissement remonte rapidement et l'activité supplémentaire des entreprises les amène à augmenter l'emploi, ce qui contribue à la croissance du revenu des ménages.

Ainsi, la consommation a été très dynamique depuis 1997, alimentée par le revenu des ménages. Cependant, le taux d'épargne des ménages est depuis 1997 à un niveau élevé. En moyenne, de 1997 à 2000, il est de 16 % et il ne décroît pas. La baisse du chômage et la maîtrise de l'inflation auraient pu engendrer une baisse du taux d'épargne et cette baisse aurait pu à son tour contribuer à la croissance. Mais les ménages ont accompagné le mouvement de croissance plutôt qu'initié la dynamique à l'œuvre. Ainsi, l'épargne des ménages finance les investissements des entreprises alors que le déficit public se réduit.

L'enchaînement positif qui permet à la croissance française d'être au dessus de son potentiel de long terme (qui est de l'ordre de 2,5 % l'an) et qui résorbe les déséquilibres fondamentaux n'a pas été compromis par les contretemps externes. Les anticipations des entreprises restent favorables et les ménages n'expriment pas de craintes, sauf brièvement, par exemple en septembre 2000.

1. Contribution à la croissance du PIB

Moyennes annuelles en %

	1999	2000	2001	2002
Dépenses des ménages	1,8	1,5	1,6	2,0
Investissements des entreprises	0,9	0,9	0,9	0,8
Dépenses des administrations	0,7	0,5	0,6	0,5
Variations de stocks	- 0,3	0,2	0,0	0,0
<i>Total de la demande intérieure</i>	3,1	3,1	3,2	3,3
<i>Solde extérieur</i>	0,1	0,1	- 0,2	0,0
Taux de croissance du PIB	3,2	3,2	3,0	3,3

Sources : INSEE, comptes trimestriels ; prévision OFCE en 2001-2002, mars 2001.

La prévision pour l'année 2001 intègre un nouvel accroc à la croissance française. Le ralentissement américain en est la source. Après avoir atteint 5 % en rythme annuel pour l'année 2000, la croissance aux États-Unis serait de 1,3 % en 2001. Ce ralentissement est combiné à une mauvaise situation japonaise et un ralentissement en Asie. La croissance française serait affectée d'un peu moins de 0,5 point, c'est-à-dire d'un ordre de grandeur comparable aux chocs externes précédents.

Le ralentissement prévu aux États-Unis peut se révéler être une crise plus grave, et les mouvements récents des bourses, le signe d'une panique justifiée. Le ralentissement serait alors une récession et s'inscrirait dans la durée. L'impact sur l'Europe et la France en serait bien entendu plus fort, mais le changement pourrait être qualitatif. La confiance des entreprises et des consommateurs pourrait s'effriter suffisamment pour que s'inversent les comportements, et la dynamique vertueuse s'effondrerait. Pour que le chômage cesse de baisser en France, il faudrait que la croissance soit inférieure à 2,5 % par an pendant une année au moins. Cela supposerait une correction particulièrement sévère de l'économie américaine.

De plus, certains secteurs comme les Télécoms pourraient connaître des enchaînements semblables à ceux constatés dans les secteurs de nouvelles technologies aux États-Unis. Des anticipations moins favorables alimentées par des progressions moins franches des ventes pourraient miner les valorisations des entreprises et faire apparaître des fragilités dans les bilans qui grèveraient les possibilités d'investissement.

... des contraintes d'offre malgré tout

Les événements externes, en ralentissant la croissance française, ont relâché les contraintes d'offre qui étaient couramment évoquées comme le danger principal qui menaçait la croissance française. Le débat a un peu perdu de son actualité mais ne s'est pas vidé de sa substance pour autant.

La première question qui se pose est celle de la vitesse maximale à laquelle peut croître l'économie française.

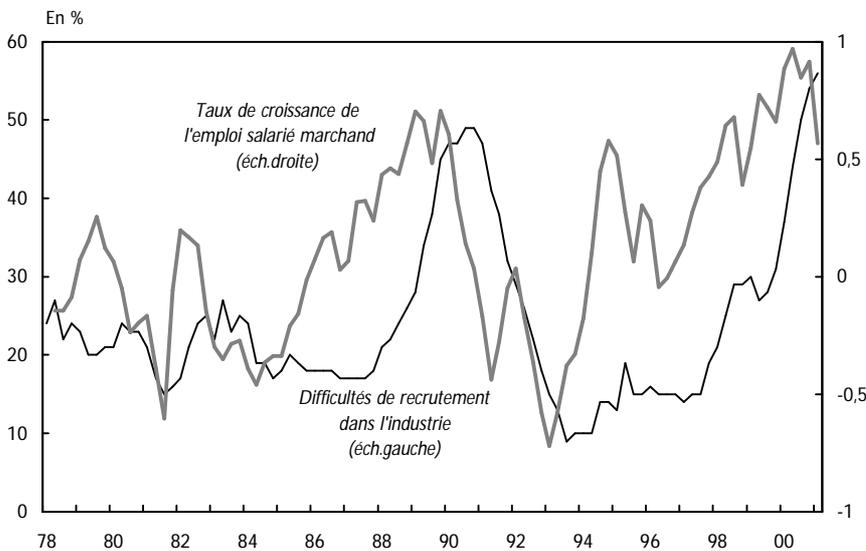
Les difficultés de recrutement des entreprises font partie des facteurs qui peuvent plafonner la croissance de la production. Lorsque les entreprises peinent à mobiliser les facteurs de production, leur capacité de production peut être inférieure à la demande. Le graphique 2 indique la corrélation entre les difficultés de recrutement et la crois-

sance de l'emploi. Non seulement celle-ci est forte, mais de plus, la croissance des effectifs salariés précède d'un trimestre environ les difficultés de recrutement déclarées par les entreprises. Les difficultés déclarées semblent davantage une mesure du rythme d'embauche que de la difficulté effective à trouver des salariés adaptés aux emplois proposés.

C'est pourquoi le lien économétrique entre difficulté de recrutement et progression des salaires est incertain ; la seule liaison empirique avérée étant entre taux de chômage et croissance des salaires. Les difficultés de recrutement ne constituent pas directement un symptôme de tension sur les prix. Il existe probablement une contrainte quantitative sur la vitesse de création des emplois. Elle est déterminée par les conditions sur le marché du travail et liée aux flux de main-d'œuvre, que ce soit ceux des nouveaux entrants, ou ceux des salariés en place, qui quittent leur emploi pour un autre. Cependant, l'expérience des difficultés de recrutement dans l'industrie ne permet pas la mesure d'une telle vitesse maximale.

Les taux d'utilisation sont un autre facteur qui limitent la croissance française. Le lien économétrique est encore ténu, mais comme nous le montrons par la suite, un écart entre les taux d'utilisation français et ceux de nos partenaires européens conduirait à une diminution des exportations françaises et à une augmentation de nos importations. La demande étrangère ou intérieure est servie par les concurrents extérieurs puisque l'industrie française ne peut produire suffisamment.

2. Difficultés de recrutement et croissance de l'emploi



Source : INSEE, comptes trimestriels, enquêtes trimestrielles dans l'industrie.

Le décalage conjoncturel entre la France et les autres pays européens a ainsi pour conséquence de reporter une partie de notre dynamisme chez nos partenaires. Le phénomène n'est pas d'ampleur suffisante pour inverser le décalage conjoncturel mais contribue à le réduire. D'ici à la fin de l'année 2001, il devrait s'être suffisamment atténué pour ne pas être un obstacle à la croissance.

Les contraintes de capacités ou les difficultés de recrutement bornent la croissance française quantitativement, sans que des pressions sur les prix ne surgissent. Mais c'est dans ces pressions que la croissance française pourrait à l'avenir trouver son principal obstacle et la deuxième question qui se pose est : jusqu'où le chômage peut-il baisser en France ?

Les diverses mesures économétriques du chômage d'équilibre convergent vers des estimations de l'ordre de 9 %. C'est-à-dire que l'économie française débute l'année au niveau du chômage d'équilibre et qu'elle ne devrait pas pouvoir s'en écarter durablement et fortement.

La formation des prix et des salaires est un lieu complexe où des influences multiples s'exercent. Ceci explique que la baisse du chômage depuis 3 ans n'ait pas eu un impact net sur l'inflation. Les mouvements du prix du pétrole et des produits importés, les baisses de charges sur les bas salaires, les 35 heures, les évolutions du taux d'utilisation et du taux d'investissement s'articulent en ce sens, comme nous le montrons ci-dessous.

D'ici à la fin de l'année 2001, l'inflation sous-jacente serait augmentée d'un peu plus de 0,5 point et l'inflation effective s'approcherait de la barre des 2 %. Le chômage passerait au dessous du chômage d'équilibre sans projeter l'économie française dans l'inflation, de la même façon que le chômage a été longtemps supérieur au chômage structurel sans que l'économie française ne plonge dans la déflation.

Cependant, à moyen terme, chaque point en dessous du chômage structurel se traduirait par une inflation supplémentaire d'environ 1,2 point et, à moins d'accepter une inflation de l'ordre de 5 % par an, le seuil actuel du chômage d'équilibre serait un obstacle au retour à un taux de chômage de 5 %. Or, un taux de chômage de 5 % apparaît comme un taux presque trop élevé pour être considéré comme assurant le plein emploi.

Une croissance de la productivité du travail plus rapide, alimentée par la « nouvelle économie », peut alléger la contrainte. Un point en plus de croissance de la productivité du travail baisse de 1 point le chômage d'équilibre et peut avoir un effet plus fort à court terme si les gains durables ne sont que partiellement anticipés.

Mais le retour au plein emploi durable ne se fera que par une baisse du chômage structurel. Celle-ci peut être spontanée et les économètres

savent que leurs estimations ont varié dans le temps, accompagnant les mouvements du chômage. L'appareil théorique autour du chômage d'équilibre a probablement des lacunes et laisse la place à un avenir plus radieux : la baisse du chômage d'équilibre pourrait découler de la baisse du chômage.

D'autres facteurs peuvent participer à la baisse du chômage d'équilibre : les réformes structurelles sur le marché du travail, les marchés des biens ou financiers pourraient avoir un impact, même si les approches empiriques ne donnent pas beaucoup de poids à ces éléments¹. Certaines de ces réformes sont déjà entreprises mais leurs effets peuvent en être grandement décalés, d'autres sont à prendre ou en cours et pourraient contribuer dans les années qui viennent à affermir la crédibilité de l'objectif de plein emploi.

Des changements profonds dans les anticipations de prix ont pu avoir lieu dans la décennie qui vient de s'écouler avec la mise en place d'instruments monétaires de plus en plus puissants, sous le contrôle d'autorités indépendantes : la Banque centrale européenne (BCE) et la monnaie unique. Les anticipations de prix seraient alors marquées par la menace de la BCE, d'autant plus forte qu'elle gagnera en crédibilité et pourraient induire une baisse du chômage structurel à terme.

Le retour au plein emploi ne se fera que par une baisse du chômage d'équilibre. L'économie française est entrée dans la phase de la croissance où, sans une telle baisse, les tensions inflationnistes vont s'amplifier et où la lutte contre l'inflation aura pour conséquence l'arrêt de la baisse du chômage. Voilà une incertitude plus grave que le ralentissement américain.

2. Révisions successives de la prévision de l'OFCE pour 2001

Prévision pour l'année 2001 faite en...	Mars 2000	Sept 2000	Mars 2001
<i>Contributions à la croissance du PIB</i>			
Dépenses des ménages	2,0	2,0	1,6
Investissements des entreprises	0,8	0,9	0,9
Dépenses des administrations	0,4	0,4	0,6
Variations de stocks	0,1	0,2	0,0
Total de la demande intérieure	3,3	3,5	3,2
Solde extérieur	0,5	0,2	- 0,2
Taux de croissance du PIB	3,8	3,7	3,0

Sources : INSEE, comptes trimestriels ; prévision OFCE en 2001-2002, mars 2001.

1. Il en est ainsi des réformes du type incitation au retour sur le marché de l'emploi des personnes exclues (prime à l'emploi, ACR), des mesures augmentant l'incitation des chômeurs à trouver un emploi (PARE, moindre générosité du système d'allocation), des mesures d'insertion actives (emplois jeunes, contrat de qualification), ou des mesures visant à réduire le chômage classique (baisse du SMIC). L'impact de ces mesures sur le chômage d'équilibre est mal connu, sans doute faible dans la plupart des cas. Mais une somme de petites quantités...

La révision de la prévision pour l'année 2001 est importante. En septembre 2000 nous tablions sur un rythme de croissance de 3,7 % l'an, c'est-à-dire 0,7 point de révision. D'un point de vue comptable, la révision découle pour 0,4 point de la contribution extérieure et de 0,4 point du comportement des ménages. Analytiquement, elle découle pour 0,4 point du ralentissement américain et de ses conséquences sur la demande adressée à l'Europe et à la France, pour 0,1 point des contraintes sur les capacités de production et de 0,1 point de consommation des ménages, peut être marginalement affectée par les aléas alimentaires. Enfin, 0,1 point est lié à la révision des comptes nationaux.

1. La France évite le « trou d'air »

Après un an de fonctionnement, l'indicateur avancé pour la France a été révisé (tableau 1). Le système consistant à utiliser des équations différentes selon l'horizon de prévision n'était en effet pas satisfaisant dès lors que l'enchaînement des prévisions à un et deux trimestres pouvait conduire à une dynamique contraire à celle décrite par les équations. Le choix a été fait de n'utiliser qu'une seule équation, et de prévoir les variables coincidentes non connues à l'horizon de la prévision. Les variables concernées sont peu nombreuses, le facteur issu de l'enquête de conjoncture dans l'industrie et la consommation des ménages en produits manufacturés. En outre, l'intervalle d'estimation a été raccourci, pour s'efforcer de ne pas prendre en compte des périodes trop hétérogènes.

Par rapport à la version précédente, le chômage partiel et l'indice boursier ne figurent plus dans l'indicateur : le premier n'était significatif que pour son rôle ponctuel durant la récession de 1993 et le second n'avait pas le signe attendu. La série des crédits à l'habitat pour les ménages, qui n'était pas disponible dans les concepts actuels avant 1993, a été remplacée avantageusement par le premier facteur d'une analyse en composantes principales menée sur trois questions de l'enquête mensuelle dans le bâtiment. Enfin, un terme autorégressif a été introduit. Les résultats d'estimation sont les suivants :

E1. Estimation de l'équation de prévision

Période d'estimation : 88q2-2000q4	Coefficient	T-student
Facteur industrie ¹	2,9	4,6
Variation du facteur industrie	2,7	3,1
Facteur bâtiment (- 2) ¹	2,6	3,9
Consommation ²	0,094	4,9
Dollar (- 2) ²	0,012	2,2
Ecart taux longs-taux courts (- 3)	3,0	3,0
Prix du pétrole (- 1) ²	- 0,006	- 4,6
Glissement annuel du PIB (- 1)	0,37	4,8
Trend	- 0,01	- 3,1
Constante	1,8	5,3

$$SEE = 0,26 \quad \bar{R}^2 = 0,97 \quad DW = 2,04$$

1. Premier facteur d'une analyse en composantes principales des questions respectives de l'enquête mensuelle dans l'industrie (publiée par l'INSEE) et de l'enquête mensuelle dans le bâtiment (publiée par Eurostat).
2. Variables exprimées en glissement annuel.

Ces résultats sont satisfaisants et peuvent servir de support pour caractériser l'évolution récente de l'économie française et tenter de cerner son orientation possible jusqu'en juin.

Les évaluations actuelles des comptes nationaux font état d'une croissance du PIB respectivement de 3 % et 2,8 % en T3 et T4 2000, inférieure à celle estimée par l'indicateur, 3,3 % et 3,2 % (tableau 2). Ces différences viennent probablement en contrepoint d'un plus grand dynamisme des comptes nationaux à la charnière de 1999-2000. Le diagnostic est donc celui d'une convergence de la croissance vers 3 % à la fin 2000.

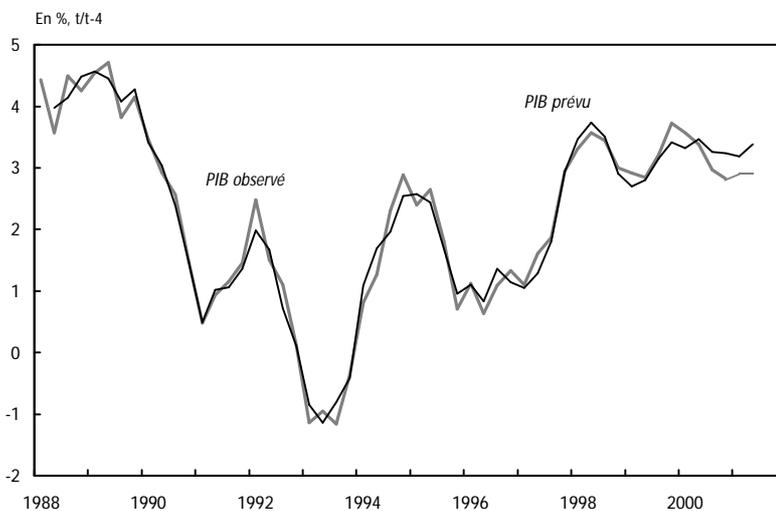
E2. La croissance du PIB en glissement annuel

	1999				2000				2001	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Insee	2,9	2,8	3,2	3,7	3,6	3,4	3,0	2,8	-	-
Indicateur	2,7	2,8	3,2	3,4	3,3	3,5	3,3	3,2	3,2	3,4

Les facteurs négatifs, la dégradation du climat conjoncturel dans l'industrie, le tassement de la consommation des ménages et le resserrement monétaire, ont de fait été contrebalancés par les facteurs positifs, un climat d'activité exceptionnel dans le secteur du bâtiment, la hausse du dollar et le ralentissement de la hausse des prix du pétrole qui ont atténué sa contribution négative en fin d'année.

Au premier et au deuxième trimestre 2001, la contribution de l'industrie continuera à s'affaiblir, prolongeant la tendance déjà observée depuis un an : elle passerait de 1 à 0,2 point entre T4 1999 et T2 2001. Mais les facteurs de soutien préserveront le rythme de croissance. D'abord, l'activité dans le bâtiment devrait rester très dynamique d'ici à la mi-2001. Ensuite, la consommation pourra continuer à progresser si la confiance des ménages, toujours à

Glissement annuel du PIB observé et prévu



Sources : INSEE-comptes trimestriels, indicateurs OFCE.

des niveaux record, n'est pas altérée par la dégradation du climat économique général. Enfin, les prix du pétrole, qui avaient fortement bridé la croissance au premier semestre 2000 (1 point de contribution négative au deuxième trimestre selon nos estimations), devraient retrouver une influence neutre à l'horizon du T2 2000. L'allègement de la pression sur les coûts et le pouvoir d'achat éviterait ainsi un ralentissement plus prononcé du PIB.

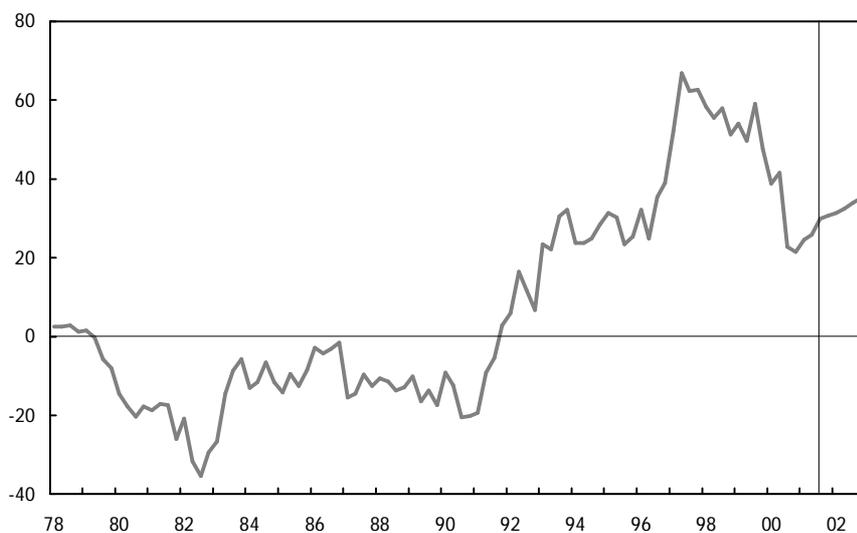
Commerce extérieur : d'une contrainte d'offre à une contrainte de demande

En 2000, l'excédent commercial a continué sa décrue engagée depuis deux ans. En fin d'année, le solde des échanges de biens et services atteint 124,4 milliards de francs, soit une baisse de 40,8 % par rapport à 1999 (graphique 3).

Cette érosion de l'excédent est avant tout la conséquence de l'alourdissement de la facture énergétique. Elle s'explique également par la vigueur de la demande intérieure, plus importante que chez nos partenaires de la zone euro, et qui a soutenu nos importations.

3. Solde extérieur des échanges de biens et services

En milliards de francs courants, FAB/FAB



Sources : INSEE-comptes trimestriels, prévisions OFCE, e.mod.fr.

En 2000, les échanges ont été dynamiques ...

Cette dégradation se produit dans un contexte d'échanges dynamiques : en valeur, les exportations ont progressé de 14,2 % en 2000 (13,6 % en volume) contre 3 % en 1999 (4 % en volume). Sur le plan sectoriel, les ventes ont connu une accélération à la fois dans les domaines où la France détient des avantages relatifs connus, comme l'agroalimentaire, les parfums, l'automobile, la construction navale, l'aéronautique mais aussi dans les secteurs porteurs d'avenir, les NTIC : les exportations de téléphones et de radiocommunication enregistrent une progression spectaculaire d'environ 60 %. D'un point de vue géographique, les exportations sont très dynamiques vers toutes les zones sans exception : elles progressent de plus de 11 % vers la zone euro, de 30 % vers les États-Unis, de 25 % vers l'Asie (tableau 3).

3. Contribution à la croissance des exportations françaises

FAB/FAB y compris matériel militaire

	Poids	1997	1998	1999	2000
Ensemble	100,0	15,4	6,6	3,0	14,2
dont					
Union européenne	62,5	8,3	4,7	3,1	4,3
Zone euro	49,7	5,6	3,9	2,2	5,6
OCDE hors UE	17,9	2,9	1,6	1,7	4,0
Asie hors Japon	6,5	1,7	- 1,1	- 0,6	1,2
Japon	1,7	0,1	- 0,1	0,0	0,4
Afrique	5,4	0,4	0,8	- 0,4	1,3
Reste du monde	6,0	2,0	0,7	- 0,9	2,9

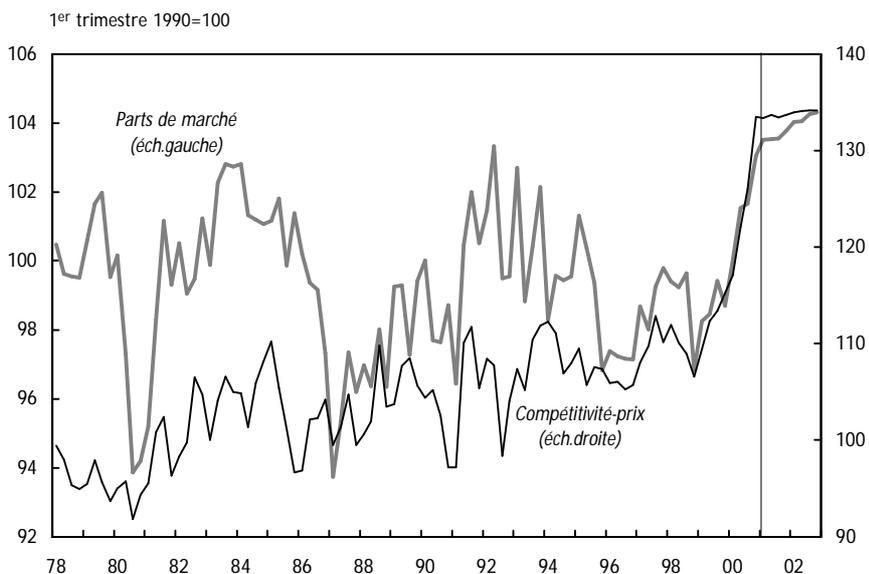
Sources : douanes, calculs OFCE.

Par ailleurs, la France gagne des parts de marché par rapport aux pays industrialisés. Ce bon positionnement par rapport aux principaux concurrents confirme que la France profite pleinement du dynamisme du commerce mondial et qu'elle est compétitive par la qualité et la variété de ses produits mais aussi par ses prix et ses coûts.

A la faveur de la faiblesse de l'euro, l'économie française a connu une amélioration de sa compétitivité face à la concurrence internationale, lui permettant d'accroître ses parts de marché en volume dans un contexte de croissance du commerce mondial (graphique 4).

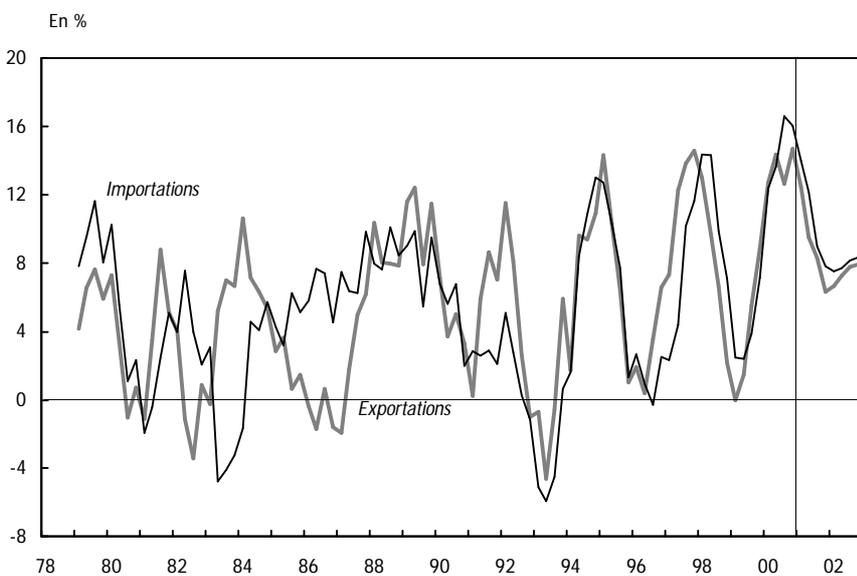
Ces gains de compétitivité ont donc été à l'origine du fort accroissement des exportations en valeur qui se sont accrues de 14,2 % en 2000. De leur côté, les valeurs des importations ont bondi dans des proportions encore plus importantes (20,2 %) comme l'illustre le graphique 5.

4. Évolution de la compétitivité-prix et des parts de marché en France



Sources : INSEE-comptes trimestriels, prévisions OFCE, e-mod.fr.

5. Taux de croissance des échanges extérieurs en valeur



Sources : INSEE-comptes trimestriels, prévisions OFCE, e-mod.fr.

... mais soumis à des contraintes d'offre

Cette croissance des importations découle de l'augmentation des prix des importations, reflétant le renchérissement du pétrole et la dépréciation de l'euro, ainsi que de la progression de la demande intérieure.

Effet de la hausse du prix du pétrole

Le prix du pétrole est passé de 17,8 dollars à 28,4 dollars le baril en moyenne sur l'année et est revenu à des niveaux qu'il n'avait pas atteints depuis 15 ans. La facture pétrolière a, dans ces conditions, pratiquement doublé, augmentant de plus de 75 milliards de francs en 2000.

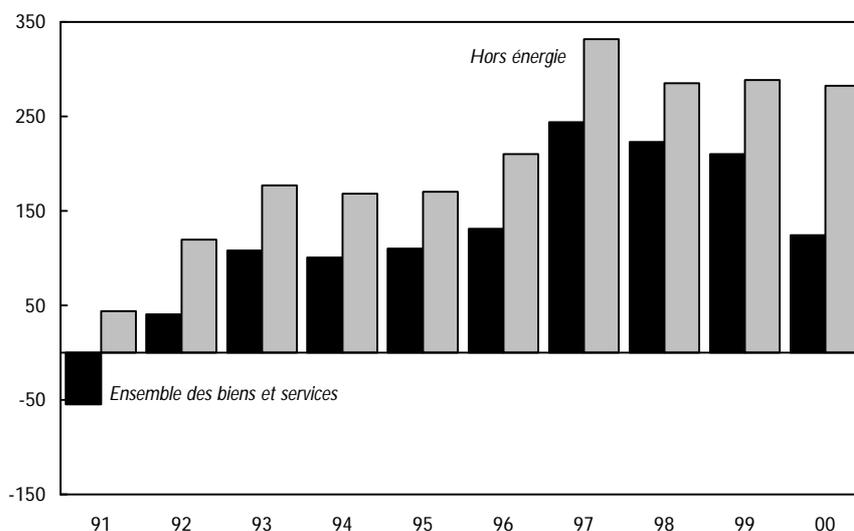
Cet alourdissement de la facture énergétique explique une grande partie de l'érosion de l'excédent commercial observée depuis 1998.

Comme l'illustre le graphique 6, hors énergie, le solde commercial en biens et services reste stable sur ces trois dernières années.

La facture énergétique n'est pas la seule à s'alourdir (tableau 4). Nos importations, hors pétrole, ont elles aussi vivement progressé de 16,8 % après 5 % en 1999. La vigueur de la demande intérieure, plus importante que chez nos partenaires de la zone euro, a soutenu nos importations.

6. Soldes des échanges extérieurs

En milliards de francs courants, FAB/FAB



Source : INSEE-comptes trimestriels.

4. Contribution à la croissance des importations françaises

CAF/FAB hors matériel militaire

	Poids	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Ensemble	100,0	8,0	3,1	10,0	8,1	5,2	20,2
dont							
Agro-alimentaire	8,7	0,5	0,0	0,7	0,4	-0,1	0,4
Energie	10,1	-0,4	1,5	0,8	-1,8	1,1	5,4
Industrie	81,2	7,9	1,6	8,5	9,5	4,2	14,4
dont							
<i>BC</i>	15,2	0,9	0,3	1,8	1,7	0,9	2,6
<i>Automobile</i>	10,2	1,3	0,6	-0,8	2,1	1,4	1,2
<i>BE</i>	22,5	1,2	1,2	3,3	3,0	1,5	3,8
<i>BI</i>	32,8	4,6	-0,9	4,1	2,7	0,4	6,7
<i>Divers</i>	0,5	0,0	0,4	0,0	0,1	0,0	0,0

Sources : Douanes, calculs OFCE.

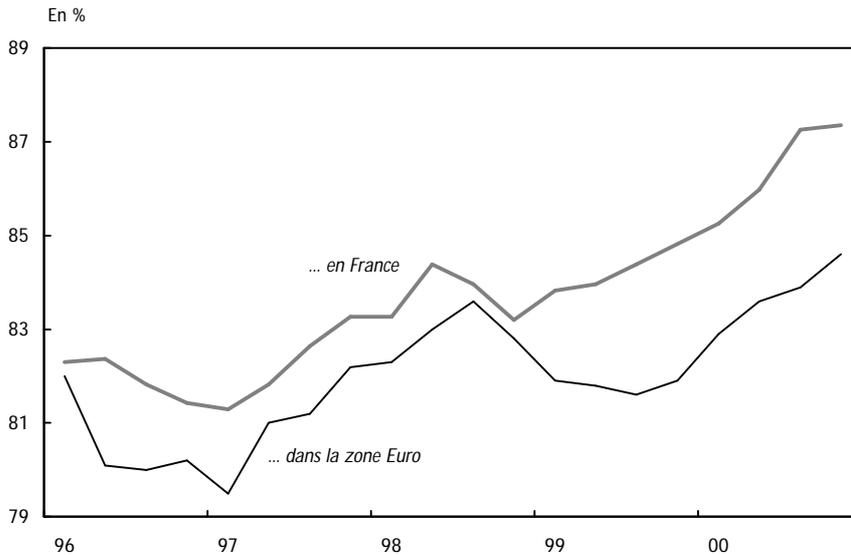
Effet des tensions sur les capacités de production

Ce décalage conjoncturel de la France avec ses principaux partenaires européens se retrouve dans les évolutions respectives de leurs taux d'utilisation. Sur la période récente, la France utilise plus intensément ses capacités de production que la moyenne des pays de la zone euro (graphique 7). Depuis 1996, le différentiel de taux d'utilisation est en moyenne de 1,7 %. Au cours de l'année 2000, cet écart a fortement augmenté atteignant un pic au troisième trimestre (3,4 %).

Cette plus forte utilisation des capacités productives semble être à l'origine de la forte accélération des importations françaises. Les résultats des estimations détaillées dans l'encadré 2 indiquent que ce différentiel de taux d'utilisation permet d'expliquer partiellement les variations du taux de couverture en France. Un accroissement de cet écart de 1 % engendrerait, d'après nos estimations, une baisse du taux de couverture de près de 0,6 %.

Les résultats de contributions résumés dans le tableau de l'encadré 2 soulignent que, contrairement à la baisse du taux de couverture enregistrée à la fin de l'année 1999, qui s'expliquait essentiellement par une hausse de la demande intérieure, celle du troisième trimestre 2000 s'explique également par de plus fortes tensions sur les capacités de production en France que chez ses principaux partenaires européens.

7. Taux d'utilisation des capacités de production...



Sources : Eurostat, INSEE-enquête trimestrielle dans l'industrie.

2. Impact du décalage conjoncturel sur le commerce français

Dans cet encadré, nous tentons d'appréhender l'éventuel impact d'un décalage conjoncturel entre la France et ses principaux partenaires européens. Afin de prendre en compte ce décalage, nous avons introduit un différentiel de taux d'utilisation des capacités de production dans la relation de long terme du taux de couverture français.

Menée sur la période 1978-2000, l'estimation de cette relation donne les résultats suivants :

$$\text{Log} \left(\frac{\text{Exportations}}{\text{Importations}} \right)_t = -1,0 * \log(DI)_t + 0,2 * \log \left(\frac{P_{M\text{hors}\text{énergie}}}{P_{VA}} \right)_t$$

(NC) (5,9)

$$-0,57 * \log \left(\frac{TU_F}{TU_{EURO}} \right)_t$$

(3,1)

$$+0,005 * \text{temps} + 0,21 * \log(\text{Demande mondiale})_t$$

(5,4) (3,4)

$$+0,19 * \log \left(\frac{\text{Prix des concurrents}}{\text{Prix des exportations}} \right)_t + 10,12 + e_t$$

(2,6) (17,4)

Sum Sq	0,0325	Std Err	0,0208	LHS Mean	0,0362
R Sq	0,8586	R Bar Sq	0,8492	F 5, 75	91,0968
D.W.(1)	0,6651	D.W.(4)	1,8154		

Les résultats de cette estimation indiquent que cet écart de taux d'utilisation explique partiellement et significativement le taux de couverture en France. Plus précisément, un accroissement de cet écart de 1 % engendrerait, d'après cette équation une baisse du taux de couverture de près de 0,6 %.

La hausse du prix du baril et le décalage conjoncturel entre la France et ses principaux partenaires européens permettent d'expliquer une partie de la dégradation de l'excédent commercial en 2000. L'autre partie, pris en compte dans la dynamique de court terme, restant inexpliquée.

Contribution au taux de couverture français

FAB/FAB, prix constants

	1999				2000			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Taux de couverture	0,8	0,2	2,2	- 1,6	- 0,5	0,6	- 1,9	0,6
dont								
demande intérieure (DI)	- 0,7	- 0,8	- 0,9	- 1,6	- 0,7	- 0,7	- 1,1	- 1,0
demande mondiale	- 0,3	0,5	0,6	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5
effet prix import (P_M/P_{VA})	0,0	0,5	0,4	0,2	0,6	0,1	0,3	0,4
effet prix export	0,5	0,5	0,2	0,3	0,3	0,8	0,6	1,1
TUf/TUeuro	- 1,0	- 0,2	- 0,4	- 0,1	0,4	0,0	- 0,7	0,4
dynamique CT	2,3	- 0,3	2,2	- 1,0	- 1,5	- 0,2	- 1,5	- 0,8

Sources : comptes trimestriels, INSEE, Eurostat, calculs OFCE.

Net ralentissement des échanges en 2001-2002

A l'horizon de notre prévision, la contrainte dont va souffrir l'économie française devrait quelque peu changer de nature. Ainsi, nous faisons l'hypothèse que le prix du pétrole devrait assez rapidement revenir à un niveau « d'équilibre », proche de 22 dollars dès le deuxième trimestre 2002 contre 29,7 dollars au dernier trimestre 2000. Dans le scénario retenu, la demande étrangère admettra un rythme de croissance plus faible que celui observé au cours des dernières années, aux alentours de 6,6 % en 2001 et 7 % 2002 contre 10,4 % en 2000.

Cette diminution de la demande étrangère est due en partie au ralentissement prévu de l'économie américaine. Le taux de croissance aux États-Unis sera de 1,3 % en 2001 et de 2,2 % en 2002 contre 5 % en 2000. Compte tenu de la part des États-Unis dans les échanges de la France (8,8 %) ² et de l'élasticité des importations américaines au

2. Il est à noter que les états-Unis sont devenus, en 2000, le deuxième pays partenaire de la France derrière l'Allemagne et à égalité avec le Royaume-Uni.

PIB américain, cette baisse correspond à une diminution de plus de 1,5 point de la demande étrangère adressée à la France en tenant compte d'un effet de diffusion aux autres économies. Ce ralentissement américain s'accompagnerait d'une appréciation de l'euro vis-à-vis du dollar de 5 % (6,8 francs en 2001 contre 7,1 en 2000).

Le tableau 4 résume l'impact de ces deux hypothèses sur les principaux agrégats de l'économie française. Cet exercice ne tient pas compte des interactions financières (baisse de la Bourse, baisse des taux à long terme) et monétaires (réaction de la Banque centrale européenne).

La conjugaison de ces deux effets conduit à une baisse de 2 % des exportations françaises (1,2 % liée à la baisse de la demande étrangère et 0,8 % pour la baisse du dollar). Cette baisse est deux fois plus forte que celle enregistrée du côté des importations. La baisse des importations, induite par celle de la demande intérieure, est en partie compensée par la baisse du dollar vis-à-vis de l'euro.

Au total, la dégradation de la compétitivité-prix cumulée à celle de la demande étrangère détériore le commerce extérieur et ralentit l'activité : le PIB diminue de 0,4 % relativement au compte central. La baisse du prix des importations induit une baisse des prix de production et de consommation suffisante pour stabiliser la consommation des ménages. La baisse plus importante des exportations conduit à un transfert des capacités de financement de l'Etat et des entreprises vers l'extérieur pour un montant d'environ 0,3 point de PIB.

Cet environnement extérieur permettra une croissance des exportations de 9,1 % en volume pour l'ensemble des biens et services en 2001 et 7,4 % en 2002. De leur côté, stimulées par une forte croissance de la demande intérieure et un différentiel de taux d'utilisation toujours significatif, les importations augmenteront de 10,6 % en 2001 et 7,9 % en 2002. La contribution du commerce extérieur à la croissance française devrait alors être négative en 2001 (- 0,2 point) puis neutre en 2002.

Pour l'ensemble des biens et services, le solde de la balance commerciale devrait enregistrer un excédent de 124 milliards de francs en 2001 et 133 milliards de francs en 2002, contre 210 milliards de francs en 1999, 220 milliards en 1998 et 240 milliards en 1997.

Le solde du compte de transactions courantes de la balance des paiements française s'est soldé par un excédent à 174 milliards de francs soit 1,9 % du PIB en 2000 contre 228 milliards de francs en 1999 (graphique 8). Cette relative stabilité masque, toutefois, des évolutions divergentes, l'excédent des biens se contractant de plus de moitié, alors que les services et les revenus connaissent une amélioration de leur excédent. Ainsi, l'accroissement du déficit des échanges énergétiques provoque un repli des échanges. L'excédent des services progresse de

25 % grâce au solde des services d'assurances et à celui du tourisme. L'excédent des revenus est en hausse de 50 %, les revenus des investissements de portefeuille en provenance de l'étranger connaissant une vive progression, fruit des placements des résidents au cours des dernières années.

Cet excédent a donné lieu, en contrepartie, à d'importants placements financiers nets des résidents à l'étranger, notamment au titre des investissements directs, qui devraient ultérieurement engendrer des versements de revenus (graphique 9).

L'excédent du compte de transactions courantes, qui mesure la différence entre l'épargne et l'investissement intérieur, a confirmé le maintien à haut niveau de l'épargne nationale en 2000 malgré la progression rapide de l'investissement productif.

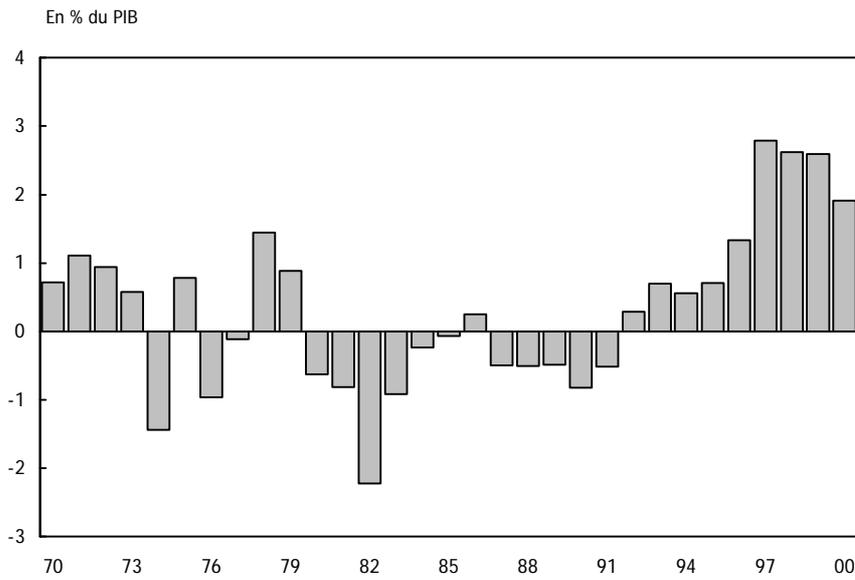
5. Impact du ralentissement américain sur l'économie française

Ecart en % au compte central

	1 an	2 ans	3 ans
PIB total <i>en volume</i>	- 0,4	- 0,4	- 0,4
Importations	- 1,3	- 1,2	- 1,0
Consommation des ménages	0,0	- 0,1	- 0,1
Consommation administrations	0,0	0,1	0,1
Investissement :			
Investissement productif	- 4,3	- 3,5	- 3,1
Investissement logement	0,4	0,9	0,8
Variations de stocks (<i>contribution</i>)	- 0,1	- 0,1	0,0
Exportations	- 2,0	- 1,9	- 1,8
Effectifs totaux (<i>en milliers</i>)	- 42,1	- 81,5	- 78,9
Effectifs totaux (<i>en %</i>)	- 0,2	- 0,4	- 0,4
Taux de chômage (<i>en point</i>)	0,1	0,2	0,2
Prix du PIB	- 0,7	- 1,1	- 1,4
Prix de la consommation ménages	- 0,6	- 1,0	- 1,2
Productivité du travail (<i>par tête</i>)	- 0,2	0,0	0,0
Taux d'épargne des entreprises	- 0,5	- 0,3	- 0,2
Taux d'épargne des ménages	- 0,1	- 0,1	- 0,1
Salaire horaire	- 0,3	- 0,8	- 1,0
Salaire horaire réel	0,3	- 0,1	0,0
Revenu disponible brut	- 0,1	- 0,1	- 0,1
Soldes (<i>en point de PIB</i>)			
État	- 0,1	- 0,2	- 0,2
Entreprises	- 0,2	- 0,1	- 0,1
Ménages	- 0,1	- 0,1	- 0,1
Extérieur	0,3	0,3	0,4
Prix des imports	- 1,3	- 1,7	- 1,8
Prix des exports	- 1,7	- 2,2	- 2,4

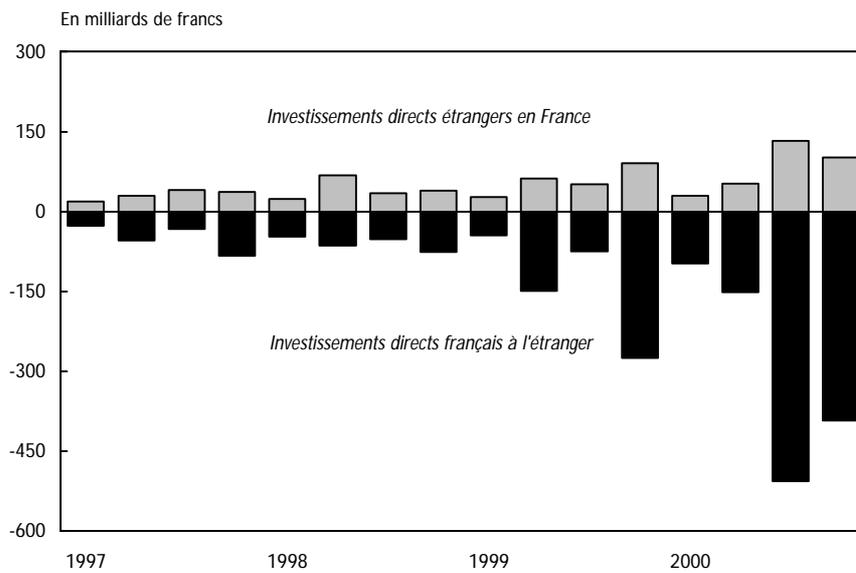
Source : modèle e-mod.fr.

8. Balance des transactions courantes



Source : Banque de France.

9. Investissements directs



Source : Banque de France.

Quand les tensions se résolvent

Depuis la mi-1997, l'économie française croît à un rythme supérieur à son potentiel, rattrapant ainsi le retard accumulé au cours des années 1990. Sa croissance est plus faible en moyenne que lors de la précédente phase d'expansion à la fin des années 1980 (3,2 % du deuxième trimestre 1997 au quatrième trimestre 2000 contre 4,1 % en moyenne du premier trimestre 1987 au premier trimestre 1990), mais elle s'étend sur une période plus longue et devrait se poursuivre. Dès lors, les tensions, inexistantes jusqu'alors, sont apparues avec la baisse du chômage et la progression des taux d'utilisation. En février 2001, les prix à la consommation hors énergie progressent cependant à un rythme modéré : 1,4 % en glissement annuel. La baisse de TVA d'avril 2000 a abouti pour l'essentiel à une progression des marges et a eu un impact faible sur les prix à la consommation, comme les hausses avaient été absorbées par des compressions de marges. A l'horizon de la prévision, les tensions dues à la poursuite de la croissance seraient en partie contrebalancées par les facteurs de modération des prix : baisse du prix du pétrole et du dollar. L'inflation hors énergie serait de 1,5 % en 2001 et 1,7 % en 2002 en glissement.

A l'horizon de la prévision, l'ensemble de la boucle prix-salaire (encadré) subirait donc deux influences contradictoires : les tensions intérieures s'opposent à la désinflation importée. Le modèle permet de synthétiser les différentes dynamiques à l'œuvre et de les quantifier.

3. Équations de long terme de la boucle prix-salaire

Équation des prix de valeur ajoutée

$\log(P_{va})$

$$= 1.00 * \log(cu) + 0.40 * \log(tinv) + 0.00528 * tua$$

(NC) (17,1) (5,2)

$$+ 0.01968 * tcho + 5.22382$$

(21,9) (42,9)

Sum Sq 0,0105 Std Err 0,0116 LHS Mean 4,3812

R Sq 0,9979 R Bar Sq 0,9978 F 3,78 12179,8

D.W.(1) 0,4860 D.W.(4) 1,2834

Les prix de valeur ajoutée (P_{va}) sont indexés de façon unitaire sur les coûts unitaires (cu), qui comprennent les coûts salariaux, les frais financiers, les subventions et impôts à la production. Le taux de marge est modifié par les tensions sur le marché des biens, via le taux d'investissement en volume ($tinv$) et le taux d'utilisation des capacités (tua) et les tensions sur le marché du travail, via le taux de chômage ($tcho$). Le taux d'investissement est corrélé au taux d'utilisation, puisque c'est un facteur de tension. Cependant, le taux d'utilisation est stationnaire et ses variations sont plus brusques que celles du taux d'investissement.

Équation des prix à la consommation

$$\begin{aligned} & \text{Log}(P_C) \\ & = \log\left[\frac{(1-0,089 * P_{va})}{(NC)} + \frac{0,089 * P_M}{(NC)}\right] + 0,002 * \text{temps_mt} \quad (42,5) \\ & + 1,00 * \log(1 + Tx_Impot_prod) + 1,00 * \log(1 + Tx_Subventions_prod) - 0,42660 \\ & \quad (NC) \quad (NC) \quad (83,5) \\ & \text{Sum Sq } 0,0099 \quad \text{Std Err } 0,0109 \quad \text{LHS Mean } 4,3577 \\ & \text{R Sq } 0,9986 \quad \text{R Bar Sq } 0,9985 \quad \text{F } 1, 84 \quad 57851,1 \\ & \text{D.W.(1) } 0,1487 \quad \text{D.W.(4) } 0,6919 \end{aligned}$$

Les prix à la consommation (P_C) sont indexés de façon unitaire sur une moyenne pondérée des prix de valeur ajoutée (P_{VA}) et d'importation (P_M), le taux apparent des impôts sur les produits (Tx_Impot_prod) et celui des subventions sur les produits ($Tx_Subventions_prod$).

Équation de salaire

$$\begin{aligned} & \dot{w} \\ & = 0,69 * \dot{p}_C - 0,15 * tcho \\ & \quad (6,8) \quad (2,6) \\ & + 0,52 * \dot{p} + 0,21 * smic + 1,73951 \\ & \quad (3,5) \quad (2,5) \quad (2,6) \\ & \text{Sum Sq } 15,6250 \quad \text{Std Err } 0,4626 \quad \text{LHS Mean } 1,5369 \\ & \text{R Sq } 0,8667 \quad \text{R Bar Sq } 0,8594 \quad \text{F } 4, 73 \quad 118,678 \\ & \text{D.W.(1) } 1,4842 \quad \text{D.W.(4) } 2,1148 \end{aligned}$$

La progression des salaires (\dot{w}) est partiellement indexée sur l'inflation mesurée par les prix à la consommation (\dot{p}_C). Elle dépend de la progression du pouvoir d'achat du Smic ($smic$) et des gains de productivité (\dot{p}).

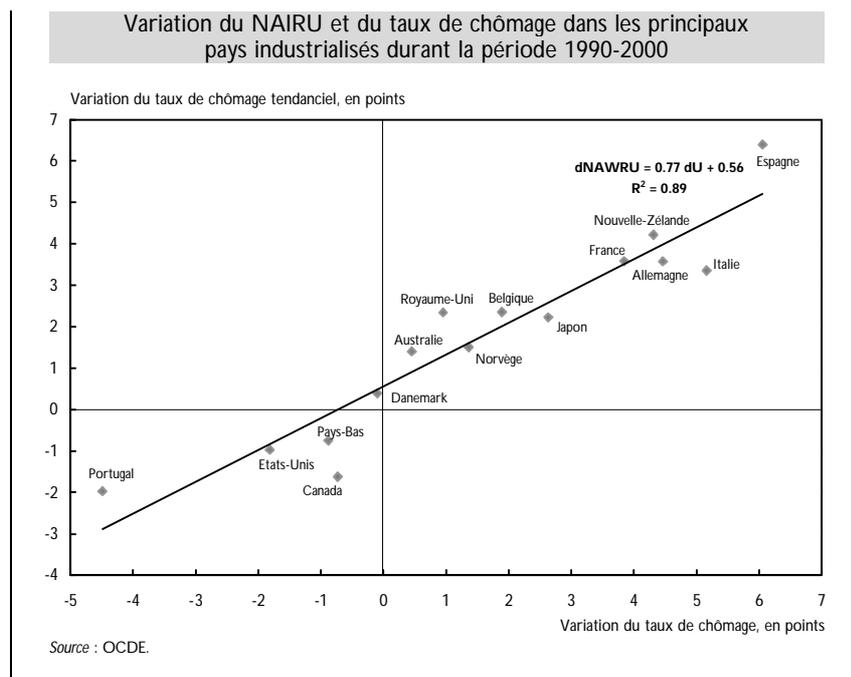
Par hypothèse de modélisation, le NAIRU serait stable. Nous l'estimons à environ 9 % pour la période 1978-2000. Une baisse de 1 point de chômage annuel entraînerait une hausse de 1,2 % du taux de croissance des salaires nominaux.

Ainsi que nous l'avons développé dans la prévision précédente¹ l'hypothèse d'une stabilité du NAIRU dans le temps est difficile à admettre. Nous avons actualisé notre quantification de la relation entre le NAIRU et le taux de chômage en reprenant les résultats de Time Varying NAIRU calculés par l'OCDE (Richardson et alii, 2000)². Comme l'illustre le graphique, entre 1990 et 2000, la plupart des pays industrialisés dans lesquels le chômage a baissé ont également enregistré une forte baisse de leur NAIRU.

A partir de ce panel de pays, il nous est possible d'établir une approximation de l'élasticité du NAIRU par rapport au taux de chômage effectif. Cette dernière s'élèverait aux alentours de 0,75 signifiant que toute baisse de 1 point du taux de chômage entraînerait une baisse de 0,75 point du NAIRU.

1. OFCE, Division économie française (2000), « L'État pare-chocs », *Revue de l'OFCE*, n° 75, octobre 2000.

2. Richardson et alii, 2000 : « Concept, policy-use and measurement of structural unemployment : estimating a time varying Nairu across 21 OECD countries », *OECD Working Paper*



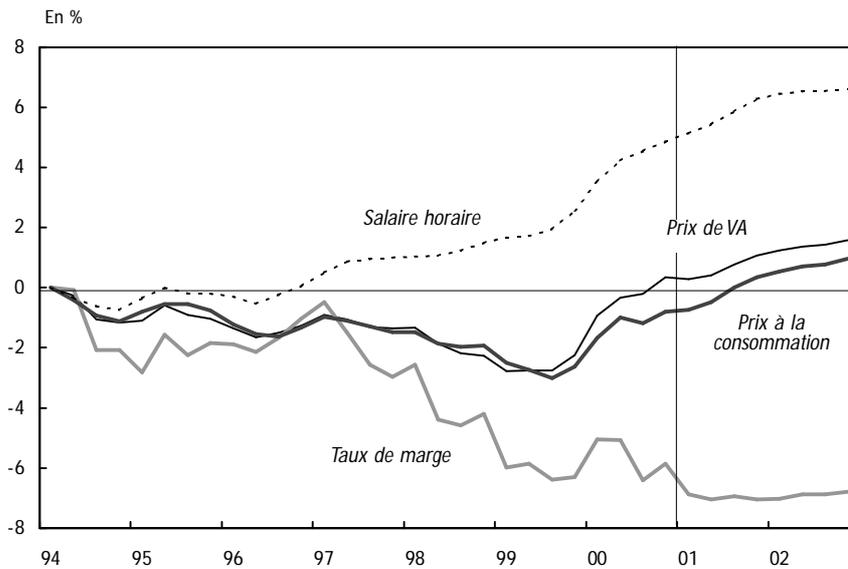
Nous avons simulé de façon dynamique les évolutions conjointes des prix à la consommation, des prix de valeur ajoutée et des salaires. Le graphique 10 retrace sur le passé la différence entre ce qui a été observé et la simulation. Celle-ci est satisfaisante, dans la mesure où les erreurs sur les prix sont concentrées sur deux périodes : en 1996 et à la charnière de 1999-2000.

Les salaires observés sont supérieurs à ceux modélisés. L'erreur en 1996 vient d'une progression faible du pouvoir d'achat du Smic cette année-là, qui n'a pas été rattrapée depuis.

L'évolution du partage de la valeur ajoutée est mal rendue de 1997 à 1999. Cette période correspond à la hausse du taux d'utilisation des capacités et du taux d'investissement. Il est possible que l'équation surestime leurs effets sur le taux de marge, dans la mesure où elle a été estimée sur une période où le taux d'endettement et les taux d'intérêt réels étaient élevés. La situation actuelle des entreprises ne les contraint peut-être pas autant que par le passé à réaliser des marges afin de financer leur investissement.

Le passage aux 35 heures est mal rendu par les équations de la boucle prix-salaire, ce qui est normal compte tenu de la complexité des évolutions. Pour ce qui est de la prévision, nous avons gardé les écarts passés entre ce qui est observé et réalisé. Globalement, nous n'avons supposé qu'une modération légère des prix et des salaires au cours de 2002.

10. Ecart entre l'observation et la simulation dynamique



Source : simulation e-mod.fr.

Dans cette simulation dynamique depuis 1990, nous avons décomposé l'effet des différentes variables sur l'inflation à l'horizon de la prévision (tableau 6). Nous avons fait l'hypothèse que le coût du passage aux 35 heures est nul du fait des allègements de cotisations employeurs. En 2001, les progressions de prix sont modérées par le prix des importations, ainsi que l'effet de la baisse du taux de chômage sur les marges des entreprises. Ce dernier effet est partiellement compensé par les tensions qui pèsent sur l'appareil productif, mesurées par le taux d'investissement et le taux d'utilisation. En 2002, l'impact global sur le taux de marge est conservé : la baisse moins rapide du taux de chômage est accompagnée de tensions moins fortes au niveau de la production. L'effet de la courbe Phillips est plus important, compensé en partie par une accélération de la productivité.

6. Impact des différentes variables sur l'inflation dans la simulation dynamique

	2001	2002
Effets à taux de marge constant	- 2,9	- 2,0
Productivité	- 1,6	- 2,0
Smic	0,5	0,5
Cotisations	- 1,4	- 1,1
Prix des importations	- 0,4	0,0
Taux de chômage	0,0	0,6
Effet sur le taux de marge	- 1,0	- 1,2
Taux d'utilisation	1,3	0,5
Taux d'investissement	3,2	2,7
Taux de chômage sur le taux de marge	- 5,5	- 4,4
Effet total	- 3,9	- 3,2
Tendance	4,0	4,0
Effet total	0,1	0,8
Autres effets	1,0	0,8
Prévision (déflateur de la consommation)	1,1	1,6

Source : simulation e- mod.fr.

Le revenu des ménages n'est plus bridé par l'inflation

En 2000, les ménages n'ont pas pleinement bénéficié de créations d'emplois exceptionnelles et des allègements de la fiscalité locale, à cause de l'inflation générée par la hausse du prix du pétrole. Leur pouvoir d'achat n'a progressé que de 2,2 % alors que le PIB croissait de 3,2 %. En 2001 et 2002, le ralentissement de l'inflation permettrait une croissance vigoureuse du pouvoir d'achat des ménages, de respectivement 2,8 % et 3,1 % (tableau 7).

Malgré l'accélération des prix à la consommation et une relative modération des salaires, la masse salariale reçue par les ménages a crû à un rythme comparable à celui observé lors de la dernière phase de croissance, à la fin des années 1980, grâce au niveau exceptionnel des créations d'emplois en 2000. Le rythme de progression de l'emploi ralentirait en 2001 et 2002, mais resterait élevé. Dès lors, le ralentissement de l'inflation dû à la baisse du prix du pétrole permettrait une progression du pouvoir d'achat plus nette.

Dans le même temps, la politique budgétaire aurait un impact assez négatif sur l'évolution du revenu disponible. D'une part, certains impôts, comme l'impôt sur le revenu, sont progressifs, si bien qu'en période de

croissance, ils croissent spontanément plus vite que leur assiette. Les réductions d'impôts permettraient seulement de rapprocher la progression des prélèvements sociaux et fiscaux (cotisations sociales des salariés et non salariés, impôt sur le revenu et sur la fortune, CSG et CRDS) de celle du revenu. D'autre part, la progression des prestations sociales resterait modérée.

Le ralentissement du pouvoir d'achat en 2000 n'a pas été compensé par une baisse du taux d'épargne, si bien que la consommation a fortement ralenti au cours de 2000. La reprise de la croissance du revenu disponible dans un contexte de confiance restaurée permettrait une croissance plus soutenue de la consommation (+ 3,6 % en rythme annualisé) malgré une légère hausse du taux d'épargne en 2001. Le ralentissement progressif de l'investissement en logements permettrait le maintien d'un rythme de consommation soutenu en 2002 (+ 3,2 % en rythme annualisé). Le taux d'épargne baisserait de 0,2 point en 2002, le taux d'épargne financière de 0,1 point cette même année.

7. Croissance du revenu réel du revenu des ménages

Moyenne annuelle (en %)	2000	2001	2002
Excédent brut d'exploitation	0,9	1,1	2,0
dont :			
Entrepreneurs individuels	1,1	1,1	2,7
Salaires nets	2,9	3,7	4,0
dont :			
Salaires bruts	3,0	3,7	4,0
Cotisations	3,3	3,8	4,0
Revenus de la propriété et de l'entreprise (nets)	4,8	5,9	5,5
Prestations sociales	1,0	1,5	1,4
Impôts directs (y.c. csg)	1,8	2,2	2,7
Somme des prélèvements sociaux et fiscaux	2,3	2,7	3,0
Revenu disponible réel	2,2	2,8	3,1
Prix à la consommation	1,7	1,2	1,3

Sources : INSEE, comptes trimestriels ; prévision OFCE en 2001-2002, mars 2001.

Des créations d'emplois records

Dans la foulée de la fin d'année 1999, le taux de croissance de l'emploi total en 2000, en atteignant 2,5 %, a très largement dépassé le rythme le plus élevé de la précédente phase d'expansion conjoncturelle (1,7 % en 1989).

Cet excellent résultat (605 000 créations d'emplois) s'explique essentiellement par la forte croissance de l'économie française (425 000) relayée par une politique publique efficace (180 000) (tableau 8).

8. Emploi et chômage

En moyenne annuelle	Variation 2000		Variation 2001		Variation 2002	
	%	Milliers	%	Milliers	%	Milliers
Effectifs salariés						
Secteurs marchands, dont	3,7	543	2,5	389	2,0	319
– Industrie	2,2	108	0,9	41	0,5	25
– Services	4,5	435	3,5	349	2,7	294
Secteurs non marchands, dont	0,9	62	1,0	67	0,8	56
– Emplois aidés (CES ...)	2,0	10	- 1,2	- 6	- 3,3	- 17
Emploi marchand	3,2	492	2,2	432	1,8	358
Emploi total	2,5	605	1,9	456	1,5	375
Population active effective (sens BIT)	0,7	199	0,8	216	0,7	196
	Niveau	Variation	Niveau	Variation	Niveau	Variation
Chômage BIT	2426	- 406	2185	- 240	2007	- 179
Taux de chômage	9,3	- 1,6	8,3	- 1,0	7,6	- 0,7

Sources : INSEE et ministère du Travail; prévision OFCE.

Comme l'indiquent les évaluations d'Eurostat résumées dans le tableau 9, ces bonnes performances se retrouvent dans les chiffres du chômage. Après un repli de 1,2 point en 1999, le taux de chômage en France a diminué d'environ 1,8 point en 2000. Ce résultat constitue la plus forte baisse enregistrée cette année au niveau européen, se situant très au delà de la moyenne des pays de l'Union européenne (- 0,8 point) avec pourtant un taux de croissance de même ampleur. Une série de décisions gouvernementales, dont la loi sur la réduction du temps de travail et les emplois jeunes, ont produit leur plein effet cette année.

A l'instar des autres pays européens, l'économie française a enregistré un net ralentissement de la productivité du travail par tête (tableau 10) rendant la croissance actuelle plus riche en emplois. Sans cela, les créations d'emplois auraient été plus faibles d'environ 125 000 salariés.

Ce ralentissement de la productivité par tête revêt des interprétations multiples allant de l'épuisement des effets de rattrapage de l'économie américaine à la faiblesse de l'accumulation du capital. Un autre facteur explicatif serait une spécialisation de notre économie dans les secteurs à faible croissance de la productivité. Ce ralentissement serait également la conséquence des politiques de baisses des cotisations sociales sur les bas salaires mises en place à partir de 1993 et visant à enrichir la croissance en emplois peu qualifiés. Il convient toutefois de noter qu'en 2000 la productivité se situe au niveau de sa tendance de moyen terme (1,5 %) lorsque l'on corrige l'indicateur du développement du temps partiel et de la diffusion progressive de la réduction du temps de travail.

9. Variations des taux de chômage internationaux harmonisés et taux de croissance

Unité : pourcentage

Données CVS	1997		1998		1999		2000	
	U ¹	PIB	U ¹	PIB	U ¹	PIB	U ²	PIB
Allemagne	0,7	1,4	- 1,0	2,1	- 0,4	1,6	- 0,5	3,0
Espagne	- 1,6	3,9	- 2,3	4,3	- 2,7	4,0	- 1,4	4,1
France	- 0,3	1,9	- 0,4	3,2	- 1,2	2,9	- 1,8	3,3
Irlande	- 2,1	10,7	- 2,2	8,6	- 1,5	9,8	- 1,1	11,0
Italie	0,1	1,8	- 0,1	1,5	- 0,5	1,4	- 0,8 ⁴	2,8
Pays-Bas	- 1,3	3,8	- 0,9	4,1	- 1,0	3,9	- 0,1 ³	4,5
Royaume-Uni	- 1,2	3,5	- 0,2	2,6	- 0,3	2,2	- 0,5 ⁵	3,0
UE	- 0,4	2,5	- 0,8	2,7	- 0,7	2,4	- 0,8	3,4
États-Unis	- 0,7	4,4	- 0,4	4,4	- 0,3	4,2	- 0,1	5,2
Japon	0,1	1,9	1,0	- 1,1	0,2	0,8	0,2	1,7

1. Variation décembre – décembre en points de pourcentage.

2. Variation novembre – novembre en points de pourcentage.

3. Variation octobre – octobre en points de pourcentage.

4. Variation juillet – juillet en points de pourcentage.

5. Variation septembre – septembre en points de pourcentage.

Sources : Eurostat, OCDE.

10. Emploi et productivité dans le secteur marchand

Taux de croissance en %

	2000	2001	2002	1978/ 1985	1985/ 1991	1991/ 1996	1990/ 2000
Valeur Ajoutée	3,4	3,4	3,6	1,9	2,8	0,6	1,5
Emploi salarié	3,4	2,9	2,2	- 0,7	1	- 0,2	0,7
Emploi total	2,9	2,5	2	- 1	0,5	- 0,6	0,3
Productivité par tête	0,5	0,9	1,6	2,9	2,3	1,2	1,2
Durée du travail (salariés)	- 2,1	- 1	- 0,4	- 1,1	- 0,1	- 0,4	- 0,6
Durée du travail (totale)	- 1,5	- 0,7	- 0,3	- 0,8	- 0,1	- 0,3	- 0,4
Productivité horaire	2,0	1,6	1,9	3,7	2,4	1,5	1,6
hors gains induits par RTT	1,5	1,4	1,8	3,4	2,3	1,4	1,5

Sources : INSEE, comptes trimestriels ; prévision OFCE en 2001-2002, mars 2001.

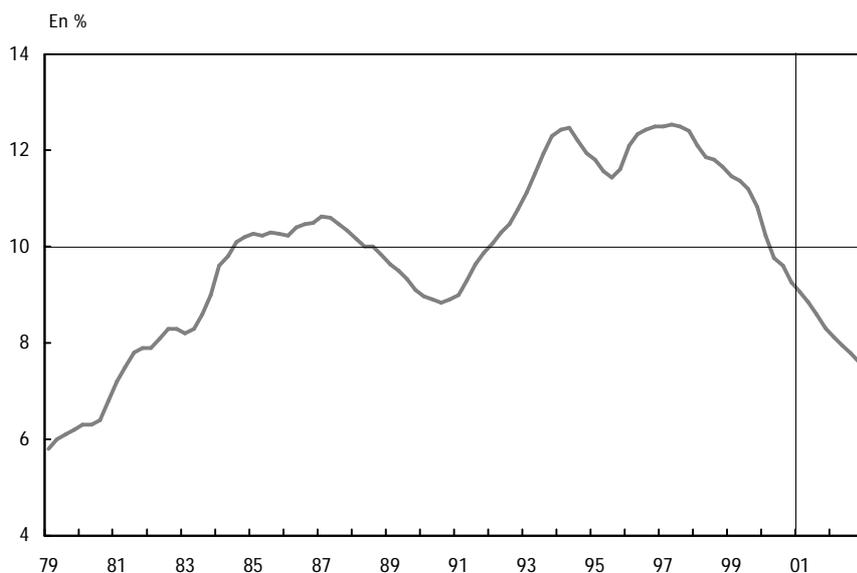
A l'horizon de notre prévision, les créations d'emplois continueraient à être importantes grâce essentiellement à un maintien de la croissance en France en 2001 et en 2002. Les secteurs marchands devraient continuer à créer des emplois à un rythme soutenu, donnant lieu à près de 400 000 créations en 2001 et plus de 300 000 en 2002.

En revanche, le dynamisme de la politique de l'emploi s'atténuerait dans les années à venir (tableau 8). Afin d'atteindre l'objectif fixé de 350 000 postes d'emplois jeunes dans le courant de l'année 2001, ces emplois aidés devraient contribuer pour près de 10 % à la croissance de l'emploi total au cours de ces deux prochaines années. Par ailleurs, les créations d'emploi liées aux 35 heures ont été, quant à elles, de près de 60 000 en 1999 et de 170 000 en 2000. En 2001 et 2002, la réduction du temps de travail permettrait, dans notre scénario, de créer respectivement 80 000 et 35 000 emplois, en supplément des créations spontanées.

En définitive, l'accroissement de l'emploi global serait de plus de 800 000 personnes sur ces deux années.

Ces évolutions de l'emploi vont permettre un net repli du taux de chômage. Pour les raisons invoquées précédemment (moindre effet des politiques de l'emploi, tensions sur le marché du travail), la baisse du chômage devrait se ralentir. Après avoir diminué de 1,6 point en 2000, le taux de chômage au sens du BIT devrait se réduire de 1 point en 2001 et 0,7 point en 2002, pour atteindre 7,6 % au dernier trimestre 2002 (graphique 11).

11. Taux de chômage en France



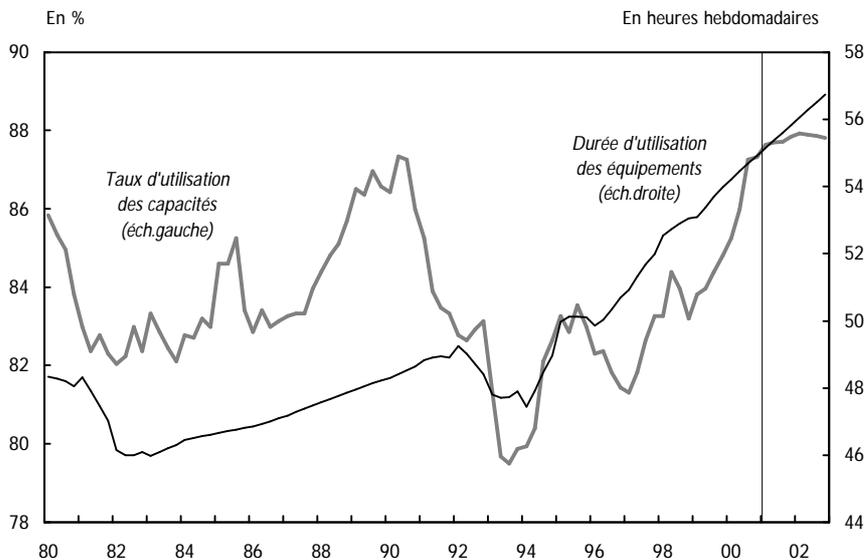
Source : Ministère du Travail.

Investissement moteur

En 1999 et 2000, le taux d'utilisation des capacités de production a très fortement augmenté (graphique 12). A la fin de l'année 2000, il a atteint le niveau du pic du milieu de 1990. La durée d'utilisation des équipements croît également très fortement depuis le milieu des années 1990. Elle atteint un niveau record en 2000, ce qui s'explique en partie par les réorganisations induites par la réduction du temps de travail. L'augmentation du taux d'utilisation des équipements est la conséquence d'une demande très forte qui s'adresse aux entreprises depuis trois ans et de la faiblesse de l'investissement au milieu des années 1990.

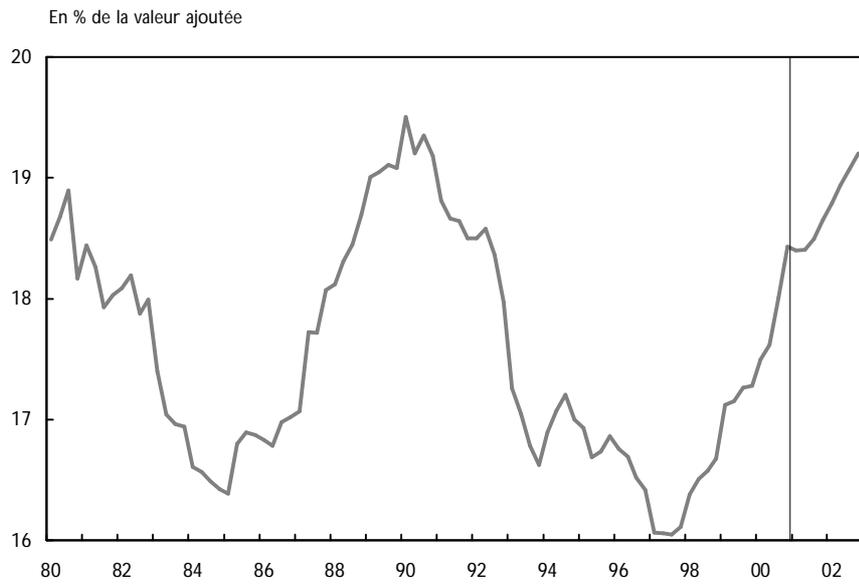
L'effet d'accélérateur, conjugué aux évolutions technologiques qui favorisent l'acquisition de nouveaux équipements, et la situation financière des entreprises qui reste saine, induisent une forte croissance de l'investissement. Le taux d'investissement atteindrait fin 2002 un niveau record, à plus de 19 % de la valeur ajoutée (graphique 13). En 2001, l'investissement croîtrait au même rythme qu'en 2000 (+ 7,3 % en volume), ce qui constitue un ralentissement par rapport à 1998 et 1999. Le ralentissement se poursuivrait en 2002 à 6,4 %. Le dynamisme de l'investissement permettrait une stabilisation du taux d'utilisation à un peu moins de 88 % en 2002.

12. Degré d'utilisation des capacités de production dans l'industrie



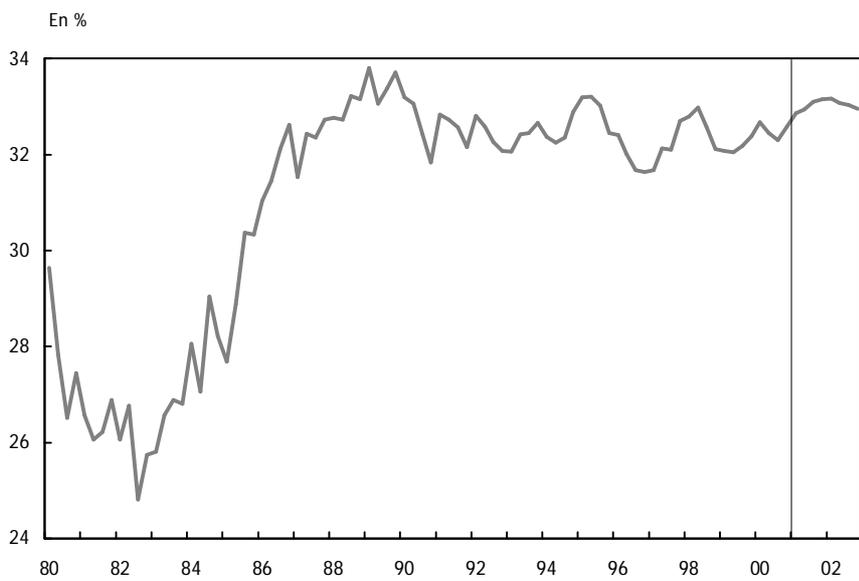
Sources : INSEE-comptes trimestriels, prévisions OFCE, e-mod.fr.

13. Taux d'investissement des sociétés non financières



Sources : INSEE-comptes trimestriels, prévisions OFCE, e-mod.fr.

14. Taux de marge des sociétés non financières

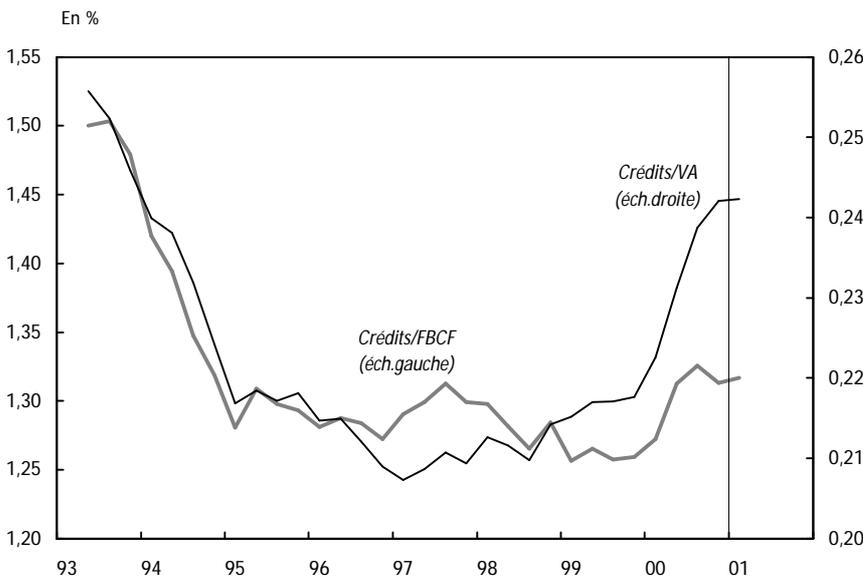


Sources : INSEE-comptes trimestriels, prévisions OFCE, e-mod.fr.

La situation financière des entreprises rend possible cette augmentation de l'investissement : le taux de marge se stabilise en 2001 et 2002 à 40,1 %, contre 39,9 % en 2000 et le taux d'épargne se maintient à 15,5 % (graphique 14). Mais l'augmentation de l'investissement est essentiellement financée par l'emprunt, ce qui fait croître les frais financiers de 10,5 % de la valeur ajoutée à presque 11 % fin 2002 (graphique 15).

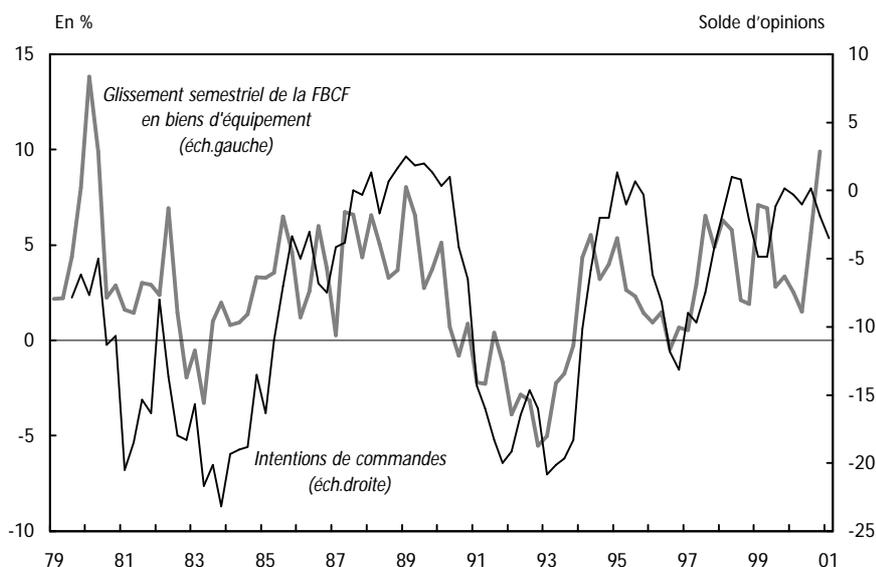
En 2001, comme en 1999 et en 2000, l'investissement des entreprises contribue pour 0,9 point à la croissance de l'économie française. En 2002, la contribution sera de 0,8 point. Repoussant les contraintes de capacités, l'investissement évite que la croissance de la consommation ait pour conséquence un dérapage inflationniste. Les enquêtes ont montré un tassement de la confiance des entreprises à un niveau relativement élevé. On a supposé qu'elles restaient optimistes sur leurs perspectives au vu de la forte demande interne (graphique 16). La dynamique de l'investissement est donc un élément central de la poursuite de la croissance française. La perte de confiance des investisseurs est la cause la plus probable d'un éventuel retournement de la conjoncture française. En 2001, une conjoncture internationale plus morose que prévu aurait peu d'effet direct sur l'économie française, mais pourrait jouer par le biais de la confiance des entrepreneurs.

15. Encours de crédits aux sociétés non financières



Sources : INSEE-comptes trimestriels, Banque de France.

16. Enquête commerce de gros et investissement en biens d'équipement



Source : INSEE, comptes trimestriels et enquête commerce de gros.

Politique économique : maintien de cap

En 2001, la politique économique de l'ensemble des administrations est légèrement expansionniste (impulsion de 0,2 point de PIB) malgré une croissance supérieure de 0,5 à 0,6 point à la croissance potentielle. L'objectif de réduction du déficit passe au second plan par rapport aux augmentations de dépenses et aux baisses de prélèvements obligatoires. En cas de ralentissement plus important que prévu, les marges de manœuvre sont faibles. En 2002, la politique des administrations est globalement neutre du fait du ralentissement des baisses de prélèvements obligatoires (tableau 11).

11. Indicateurs de finances publiques

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<i>Points de PIB</i>							
Dépenses publiques	55,5	55,0	54,0	53,7	53,2	52,4	51,5
Prélèvements obligatoires	44,8	44,9	44,9	45,7	45,5	45,0	44,8
Solde administrations publiques	- 4,1	- 3,0	- 2,7	- 1,6	- 1,3	- 1,0	- 0,5
Dette publique	57,1	59,3	59,7	58,7	58,0	56,9	55,0
<i>Taux de croissance en volume</i>							
Dépenses publiques	1,2	0,9	1,6	2,5	1,4	1,8	1,7

Sources : INSEE, comptes annuels ; prévision OFCE en 2001-2002, mars 2001.

Prélèvements obligatoires : ralentissement

En 2000 comme en 1999, les prélèvements obligatoires ont été plus élevés que prévu. Le taux de prélèvements obligatoires n'a baissé que de 0,2 point de PIB en 2000 malgré des mesures de réductions d'impôts sans précédent depuis 20 ans (tableau 12). L'élasticité des prélèvements aux recettes a de nouveau été forte, essentiellement s'agissant des impôts sur le revenu et des cotisations sociales qui ont bénéficié des créations d'emploi très fortes (tableau 13). En 1999, les recettes imprévues avaient été affectées à la réduction du déficit, qui avait baissé de 1,1 point de PIB ; en 2000, elles ont été « rendues » aux contribuables. En 2001, la baisse de 0,5 point du taux de prélèvements obligatoires annoncée par le gouvernement a été jugée réaliste. La réduction serait plus faible en 2002, compte tenu des mesures annoncées.

12. Prélèvements obligatoires

	2000		Taux de croissance	
	en milliards de francs	en points de PIB	2001	2002
Impôts sur les produits	1129	12,4	2,3	4,8
Impôts sur la production	363	4,0	3,7	4,5
Impôt sur le revenu des ménages	790	8,6	3,9	3,9
Impôt sur les sociétés	256	2,8	7,0	5,5
Cotisations sociales reçues	1497	16,4	3,3	4,2
<i>dont cotisations employeurs</i>	1034	11,3	2,6	3,9
<i>dont cotisations salariés</i>	366	4,0	5,0	5,3
Total	4164	45,5	3,2	4,5

Sources : INSEE, comptes annuels ; prévision OFCE en 2001-2002, mars 2001.

13. Principales mesures concernant les prélèvements obligatoires

	2001	2002		2001	2002
Ménages (hors TVA)	- 40	- 25	Entreprises	- 36	- 30
Impôt sur le revenu	- 23	- 12	Impôt sur les sociétés	- 3	- 10
Prime pour l'emploi	- 9	- 9	Taxe professionnelle	- 8	- 8
Fiscalité pétrolière	- 3	+ 1	Fiscalité pétrolière		+ 1
Droit de bail...	- 3	- 2	Cotisations patronales	- 20	- 10
Cotisations Unedic	- 2	- 3	Cotisations Unedic	- 5	- 3
TVA	- 13				
Total général				- 90	- 55

Note : une partie des mesures ont été prises en 2000, mais leur effet se fait sentir (au moins en partie) en 2001.

Sources : Minefi, Unedic.

La croissance de 3,2 % des recettes fiscales en 2001 est en ligne avec la hausse de 2000. En 2002, elles pourraient accélérer (+ 4,5 %) en raison de l'accélération de la croissance et de l'inflation et de baisses plus faibles qu'en 2000.

Les recettes de TVA et des autres **impôts sur les produits** sont modérées en 2000 et 2001 par la réduction d'un point du taux normal de TVA au cours de l'année 2000. Elles augmenteraient de 2,3 % en 2001 et accélèreraient à 4,8 % en 2002, en ligne avec l'augmentation des dépenses des ménages (+ 4,7 %).

Les recettes d'**impôts sur le revenu des ménages** (y compris la CSG) devraient ralentir : elles augmenteraient de 3,9 % en 2001 et 2002 après une hausse de 6,5 % en 2000. La baisse de l'ensemble des tranches du barème rapporte 23 milliards aux ménages en 2001 (12 en 2002) auxquels il faut ajouter chaque année 9 milliards de prime à l'emploi. En outre, les recettes d'IRPP et de CSG souffriront des turbulences de la Bourse de Paris en 2000. La dite bourse a été fortement secouée, ce qui pèse sur les revenus financiers.

La prévision prévoit que la prime pour l'emploi est effectivement versée en fin d'année 2001. Cependant, le dispositif est complexe et la grande majorité des premières déclarations reçues par le fisc ne contient pas les renseignements permettant le calcul de la prime. Un versement par les caisses d'allocation familiales, qui distribuent la plupart des prestations sous conditions de ressources, aurait été beaucoup simple. La prime remplace la suppression sur trois ans de la CSG-CRDS payée par les Smicards et sa réduction entre le Smic et 1,4 Smic, qui ont été interdites par le Conseil constitutionnel au prétexte qu'elle ne prenait pas en compte les charges de famille. Mais elle prend très mal en compte la structure du ménage.

Les entreprises bénéficient en 2001 et 2002 de la poursuite de la suppression progressive de la part de la taxe professionnelle assise sur les salaires (respectivement 8 et 7,5 milliards de baisses selon le gouvernement). Le taux d'**imposition des bénéfiques des sociétés** est réduit sur trois ans par la suppression de la surtaxe Juppé et la mise en place d'un taux réduit pour les PME. Le taux normal d'impôt sur les sociétés passe de 36 2/3 en 2000 à 35 1/3 en 2001 et 34 1/3 en 2002, auxquels il faut ajouter 1,1 point de contribution sociale sur les bénéfices qui finance les réductions de cotisations patronales. En deçà de 250 000 francs de bénéfice imposable, les PME verront ce dernier imposé à un taux réduit : 26,5 % en 2001 et 15,45 % en 2002. Ces mesures réduisent les recettes d'impôt sur les sociétés de 11 et 13 milliards en 2001 et 2002, mais elles sont compensées par des mesures d'élargissement d'assiette à hauteur de 8 et 4 milliards respectivement. Au total, les recettes d'impôt sur les bénéfices des sociétés resteraient dynamiques (+ 7 % en 2001 et + 5,5 % en 2002).

Les recettes de **cotisations patronales** seront modérées par les mesures prises dans le cadre de l'accord Unedic, et surtout par la montée en puissance des 35 heures. En 2000, les allègements de cotisations patronales ont été plus importantes que ce que prévoyait le gouvernement. Elles atteignent 74,5 milliards et presque 100 milliards en 2001. En 2002, le rythme de montée en puissance se ralentira. Ces réductions participent à la diminution des prélèvements obligatoires. Le gouvernement n'est pas disposé à compenser la Sécurité sociale qui est très fortement excédentaire alors que le solde de l'Etat se réduit peu car les baisses de prélèvements obligatoires concernent, outre les cotisations sociales, les impôts d'Etat ou les recettes des collectivités locales, que l'Etat compense par des dotations budgétaires. De plus, les baisses de charges et la réduction du temps de travail s'autofinancent en partie par les créations d'emplois. Le taux de contribution sociale sur les bénéficiaires (CSB) n'augmente pas en 2001, et l'extension aux consommations intermédiaires d'énergie de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP), qui devait rapporter 4 milliards, a été interdite par le Conseil constitutionnel car elle portait atteinte au principe d'égalité devant l'impôt compte tenu des nombreuses exonérations et ristournes qui étaient prévues. Au total, les 35 heures ont été accompagnées de fortes baisses de prélèvements obligatoires. Jusqu'à présent, ces derniers ont été plus forts que prévu ; les baisses liées aux 35 heures sont donc bienvenues. Mais l'objectif de rééquilibrage du financement de la Sécurité sociale en faveur du facteur travail et au détriment du facteur capital (CSB) et de l'environnement (TGAP) n'est pas atteint.

Dépenses publiques : faible accélération

La croissance des dépenses publiques reste inférieure à la croissance du PIB ce qui permet de réduire à nouveau la part des dépenses dans le PIB. En 2000, elles ont augmenté de 2,6 % soit *grosso modo* ce qui était prévu au moment de la loi de finances (1 % en volume + 1,5 % d'inflation). Mais l'inflation a été plus faible que ce qui était anticipé (1,2 %) ; la croissance en volume a donc été de 1,4 %, soit plus que prévu (1 %), mais moins que la hausse tendancielle annoncée pour la période 2002-2004 (1,5 %). Nous prévoyons que les dépenses vont augmenter de 2,9 % en 2001 et 3,0 % en 2002, soit respectivement 1,8 et 1,7 % en volume (tableau 14).

Les **rémunérations** (14 % du PIB et 27 % des dépenses primaires) ralentissent en 2001 à 2,9 % et accélèrent en 2002, du fait de l'effet en année pleine de mesures prises au cours de l'année 2001. L'amélioration du marché de l'emploi permet de stabiliser les emplois aidés dans le secteur non marchand, tandis que les emplois non aidés

augmenteraient de 40 000 chaque année, soit une hausse comparable à celle de 2000. Le pouvoir d'achat moyen des salariés de la fonction publique augmenterait de 1,1 % en 2001 et de 1,6 % en 2002 : l'accélération serait moins forte que dans le secteur marchand.

L'**investissement** restera dynamique sous l'effet des programmes mis en œuvre par les collectivités locales, alors que le gouvernement continue à limiter les investissements de l'Etat pour contrôler la hausse de ses dépenses.

14. Principales dépenses des administrations publiques

	2000		Taux de croissance	
	en milliards de francs	en points de PIB	2001	2002
Rémunérations des salariés	1 248	13,7	2,9	3,6
Consommations intermédiaires	542	5,9	2,0	2,2
Intérêts versés	302	3,3	2,0	1,7
Prestations sociales	2 147	23,5	3,0	3,0
Subventions & transferts	337	3,7	2,5	3,6
FBCF	276	3,0	4,4	3,0
Total	4 865	53,2	2,7	3,0

Sources : INSEE, comptes annuels ; prévision OFCE en 2001-2002, mars 2001.

Après la hausse de 2,7 % en 2000, les **prestations sociales** accélèreraient légèrement en 2001 et 2002 à 3,0 % de croissance, soit 1,8 % puis 1,7 % en volume. Les dépenses de *santé* pourraient amorcer un ralentissement d'environ 3,8 % après une croissance de plus de 5 % en 2000. A l'inverse, les dépenses de *famille* seraient plus dynamiques que par le passé (3,2 puis 3,5 % contre 2 % en 2000) du fait, notamment, des mesures prises dans le cadre de la conférence pour la famille. Les prestations familiales sont revalorisées de 1,8 % en 2001. Une réforme profonde des allocations *logement* est mise en place en deux ans (2001 et 2002). Elle a pour but d'harmoniser le barème des trois aides à la personne dans le secteur locatif et d'augmenter le niveau moyen des aides ; elle coûtera 6,5 milliards au total. Les prestations *chômage* engageraient une décrue en 2001 consécutive au dynamisme du marché de l'emploi. Elles baisseraient de 3 % en 2001 et 4 % en 2002.

Les prestations *vieillesse* augmenteront de 3,4 % puis 3,3 % en 2001 et 2002. Ce sont les générations creuses nées pendant la Seconde guerre mondiale qui prennent leur retraite, ce qui modère leur augmentation mécanique. Les pensions du Régime général augmentent de 2,2 %, soit un point de plus que l'inflation prévue par le gouvernement : 0,5 % de « coup de pouce » et 0,5 % pour compenser la sous-estimation de l'inflation 2000 au moment de la loi de finances pour 2000 votée fin

1999 (1,5 % au lieu de 1,0 %). En fait, l'inflation effective n'a été que de 1,2 % en 2000 et non 1,5 %. Les pensions des régimes complémentaires augmentent peu en terme réel : les pensions ARRCO (respectivement AGIRC) sont revalorisées de 1,6 % (respectivement 1,7 %) en 2001, soit 0,5 % (0,6 %) en terme réel. Elles avaient baissé en pouvoir d'achat en 2000.

Le fiasco concernant la vente des licences UMTS réduit fortement les recettes du fonds de réserve en 2001. Il ne reste plus que deux candidats pour quatre licences. De nouvelles attributions à de nouvelles conditions sont à venir car l'Autorité de Régulation des Télécoms considère que deux opérateurs ne suffisent pas à assurer la concurrence. En tout état de cause, la recette totale des licences UMTS sera inférieure à celle annoncée initialement par le gouvernement (130 milliards de francs non actualisés). Hors recettes UMTS, l'actif du fond ne doit augmenter que de 13,3 milliards en 2001. Notons que les recettes UMTS ne faisaient pas partie des recettes permettant d'atteindre 1000 milliards d'actifs en 2020. L'excédent de la première section du Fonds de solidarité vieillesse (FSV) doit alimenter le fonds de réserve, mais le gouvernement a réduit ses recettes de 10 milliards pour financer les baisses de charges patronales, ce qui réduit d'autant l'actif du fonds de réserve : le FSV 1^{re} section se retrouve à peine équilibré en 2001.

Achévé de rédiger le 21 mars 2001

1. Résumé des prévisions pour l'économie française

	2000	2001	2002
<i>En % de variation aux prix de 1995 :</i>			
PIB	3,2	3,0	3,3
Importations	14,7	10,6	7,9
Dépenses de consommation des ménages	2,3	2,8	3,5
FBCF totale	6,7	5,6	4,6
dont : – entreprises	7,2	7,3	6,4
– ménages	5,7	2,8	2,5
– administrations publiques	4,1	2,4	1,3
Exportations	13,6	9,1	7,4
Contribution des stocks à la croissance, en %	0,2	0,0	0,0
Demande intérieure totale	3,2	3,2	3,3
Demande intérieure hors stocks	3,0	3,2	3,3
<i>Compte des ménages, en termes réels %</i>			
Salaires bruts	3,0	3,7	4,0
Salaires nets	2,9	3,7	4,0
Prestations sociales	1,0	1,5	1,4
Prélèvements sociaux et fiscaux	2,3	2,7	3,0
Revenu disponible	2,2	2,8	3,1
Taux d'épargne, en % du RDB	16,1	16,2	16,0
<i>Prix à la consommation en glissement %</i>			
en moyenne %	1,9	1,0	1,6
	1,7	1,2	1,3
<i>Compte des sociétés, en %</i>			
Taux de marge	39,9	40,1	40,1
Taux d'épargne	15,4	15,6	15,5
Taux d'investissement	17,9	18,5	19,0
Taux d'autofinancement (hors stock)	80,1	78,5	75,3
<i>Compte du reste du monde et des administrations</i>			
Taux de prélèvement obligatoire, en % du PIB	45,7	45,1	44,4
Solde commercial, en milliards de francs ¹	124,4	111,0	133,0
Capacité de financement de la Nation, en % du PIB	1,0	0,9	1,1
<i>Emploi salarié ², en glissement annuel %</i>			
dont : – industrie	2,8	2,1	1,6
– tertiaire	2,2	0,9	0,5
	3,1	2,5	2,0
Emploi total, en glissement annuel %	2,5	1,9	1,5
Chômage BIT, en millions	2,54	2,29	2,08
Taux de chômage BIT moyen, en %	9,7	8,7	7,9
<i>Taux de change \$/€</i>			
	0,92	0,97	1,00
<i>Taux d'intérêt à court terme ³</i>			
	4,4	4,8	4,8
<i>Taux d'intérêt à long terme ⁴</i>			
	5,4	4,9	5,0

1. FAB/FAB, au sens de la comptabilité nationale.

2. Emploi salarié dans l'ensemble des secteurs, emploi total hors contrats emploi-solidarité et emplois jeunes.

3. Taux PIBOR puis EURIBOR à trois mois.

4. Taux des OAT à 10 ans.

Sources : INSEE, comptes trimestriels ; prévision OFCE en 2001-2002, mars 2001.

II. France. Ressources et emplois en biens et services, aux prix de 1995

	Niveaux mds F 1995	Taux de croissance trimestriels, en %												Taux de croissance annuels en %				
		2000				2001				2002				2000	2001	2002		
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4					
PIB	8789	0,6	0,7	0,6	0,9	0,6	0,7	0,8	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	3,2	3,0	3,3
Importations	2364	4,1	3,4	4,6	3,0	2,2	1,8	1,6	2,0	1,9	2,0	2,1	2,1	2,1	14,7	10,6	7,9	
Dépenses de consommation des ménages	4702	0,8	0,1	0,5	0,3	0,9	0,9	0,8	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	2,3	2,8	3,5	
Dépenses de conso. des administrations	2069	0,1	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6	1,6	2,0	2,0	
FBCF totale	1778	1,9	1,5	1,9	2,5	0,6	0,9	1,3	1,4	1,0	1,1	1,0	1,2	1,2	6,7	5,6	4,6	
dont : – entreprises	1006	1,7	1,5	2,9	3,4	0,8	0,9	1,6	1,9	1,4	1,6	1,6	1,6	1,6	7,2	7,3	6,4	
– sociétés financières	81	2,8	4,5	4,5	4,2	0,8	2,3	1,0	0,5	-0,3	0,7	0,5	1,8	1,8	15,3	9,8	2,3	
– ménages	428	2,4	1,2	0,0	0,5	0,6	1,0	1,0	1,0	0,4	0,4	0,2	0,6	0,6	5,7	2,8	2,5	
– administrations publiques	261	1,8	1,2	0,9	1,7	0,0	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	4,1	2,4	1,3	
– ISBLSM	2	2,1	1,9	1,5	1,3	0,6	0,6	0,6	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	4,7	3,7	1,9	
Exportations	2569	3,6	4,0	2,6	3,7	1,6	1,3	1,5	1,8	1,8	1,9	2,0	2,0	2,0	13,6	9,1	7,4	
Variations de stocks (en milliards de francs 95)	26	4,2	4,4	10,0	7,5	8,2	7,5	6,9	6,9	7,6	7,2	7,1	7,1	7,1	26,0	29,5	29,0	
Demande intérieure totale	8584	0,6	0,5	1,1	0,7	0,8	0,8	0,8	1,0	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	3,2	3,2	3,3	
Demande intérieure hors stocks	8550	0,8	0,5	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	1,0	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	3,0	3,2	3,3	

Sources : INSEE, comptes trimestriels ; prévision OFCE en 2001-2002, mars 2001.

III. Prix de détail et taux de salaire horaire

	Taux de croissance trimestriels, en %												Taux de croissance annuels, en %		
	2000				2001				2002				2000	2001	2002
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2000	2001	2002
Moyenne des prix	0,5	0,1	0,4	0,4	0,2	0,2	0,4	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	1,2	1,1	1,3
Moyenne du taux de salaire horaire	1,3	0,9	1,0	0,8	0,9	0,9	1,1	1,1	0,9	1,0	1,1	1,2	4,1	3,7	4,1

Sources : INSEE, comptes trimestriels ; prévision OFCE en 2001-2002, mars 2001.

IV. Effectifs salariés

	Taux de croissance trimestriels, en %												Taux de croissance annuels, en %		
	2000				2001				2002				2000	2001	2002
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2000	2001	2002
Industrie au sens large	0,5	0,5	0,6	0,7	0,2	0,1	0,2	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	1,5	1,4	0,7
Effectifs	1,2	0,5	0,4	0,5	0,8	0,8	0,9	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	3,8	2,8	3,4
Productivité par tête															
Services marchands	1,1	1,2	1,0	1,0	0,8	0,8	0,9	0,9	0,7	0,6	0,6	0,8	4,4	3,7	3,1
Effectifs	0,5	-0,1	-0,1	0,5	0,2	0,1	0,2	0,4	0,1	0,2	0,2	0,1	1,3	0,8	0,8
Productivité par tête															

Sources : INSEE, comptes trimestriels ; prévision OFCE en 2001-2002, mars 2001.

V. Éléments du compte des ménages

	Taux de croissance trimestriels, en %												Taux de croissance annuels, en %						
	2000				2001				2002				2000	2001	2002				
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4			
Salaires bruts ¹	0,6	0,9	0,8	0,8	1,2	0,7	1,0	1,2	1,2	0,7	0,9	1,0	1,2	0,7	0,9	1,0	3,0	3,7	4,0
Salaires nets ¹	0,7	0,9	0,8	0,8	1,2	0,7	1,0	1,2	1,2	0,7	0,9	1,0	1,2	0,7	0,9	1,0	2,9	3,7	4,0
Prestations sociales ¹	0,1	0,1	0,2	0,3	0,6	0,3	0,5	0,3	0,5	0,3	0,2	0,4	0,4	0,5	0,2	0,4	1,0	1,5	1,4
Revenu disponible réel ¹	0,8	0,1	- 0,3	1,4	0,9	0,6	0,8	0,9	0,9	0,6	0,8	0,8	0,9	1,0	0,5	0,8	2,2	2,8	3,1
Taux d'épargne en % du RDB	16,0	16,2	15,6	16,5	16,3	16,2	16,2	16,1	16,0	16,2	16,0	15,9	15,9	16,0	16,0	15,9	16,1	16,2	16,0
Taux d'épargne en logement	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4	7,4
Taux d'épargne financière	7,0	7,0	6,4	7,3	7,1	7,0	7,0	6,9	6,9	7,0	6,9	6,8	6,8	6,9	6,8	6,9	6,9	7,0	6,9

1. En francs constants.

Sources : INSEE, comptes trimestriels ; prévision OFCE en 2001-2002, mars 2001.

VI. Commerce extérieur et part de marché. Éléments du compte des ménages

	Taux de croissance trimestriels, en %												Taux de croissance annuels, en %		
	2000				2001				2002				2000	2001	2002
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2000	2001	2002
Importations en volume	4,1	3,4	4,6	3,0	2,2	1,8	1,6	2,0	1,9	2,0	2,1	2,1	14,7	10,6	7,9
Prix des importations	1,8	0,8	1,3	1,2	-1,2	-0,7	-0,6	-0,2	-0,1	0,0	-0,1	0,0	5,0	-0,4	-0,7
Demande interne	0,7	0,7	1,1	1,0	0,9	0,7	0,9	1,2	0,9	0,9	0,9	0,9	4,0	3,7	3,7
Exportations en volume	3,6	4,0	2,6	3,7	1,6	1,3	1,5	1,8	1,8	1,9	2,0	2,0	13,6	9,1	7,4
Prix des exportations	0,4	0,4	0,0	0,2	-0,2	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,2	1,1	0,0	0,2
Demande mondiale	2,6	2,1	2,7	1,8	1,3	1,4	1,6	1,7	1,7	1,8	1,8	1,9	11,1	7,0	7,0

Sources : INSEE, comptes trimestriels ; prévision OFCE en 2001-2002, mars 2001.

VII. Taux d'intérêt et taux de change

	Moyenne trimestrielle, en %												Moyenne annuelle en %		
	2000				2001				2002				2000	2001	2002
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2000	2001	2002
Taux d'intérêt :															
A court terme ¹	3,5	4,3	4,7	5,0	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,4	4,6	4,5
A long terme ²	5,6	5,4	5,4	5,2	4,9	4,8	4,8	4,9	5,0	5,0	5,0	5,0	5,4	4,9	5,0
l euro = ... \$	0,99	0,93	0,90	0,87	0,93	0,94	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	0,92	0,97	1,00

¹ Taux PIBOR puis EURIBOR à 3 mois.

² Taux des OAT à 10 ans.

Sources : INSEE, BMS, Banque de France ; prévision OFCE à partir du premier trimestre 2001.